REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union - Discipline - Travail



SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

DIRECTION GENERALE DU BUDGET ET DES FINANCES



DIRECTION DES MARCHES PUBLICS

CONTROLE A POSTERIORI DES OPERATIONS SUR MARCHES PASSES EN 2017

Rapport de Synthèse des Missions Mission du 12/02/2018 au 28/02/2018

Table des matières

| I. INTRODUCTION | 2 |
|--|-----|
| I.1- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DES MISSIONS DE CONTROLE | 2 |
| I.2- OBJECTIFS DU CONTROLE | 3 |
| I.3-APPROCHE METHODOLOGIQUE | 3 |
| II. DEROULEMENT DE LA MISSION | 3 |
| II.1- RECUEIL DOCUMENTAIRE | 3 |
| II.2-ANALYSE DES DOCUMENTS MIS A DISPOSITION | 4 |
| III. RESULTATS DU CONTROLE | 5 |
| III.1-CONSTATS D'ORDRE GENERAL | 5 |
| III.1.1- Au niveau des Ministères/EPN | 5 |
| III.1.2- Au niveau des Sociétés d'Etat (SODE) | 6 |
| III.2-CONSTATS SPECIFIQUES | 6 |
| III.2.1- Au niveau des Ministères/EPN | 6 |
| ■ En procédure classique (lignes de dotation supérieure à 100 000 000 F CFA et inférieur à 300 000 000 F CFA) | |
| ■ En procédures simplifiées (lignes de dotation inférieure à 100 000 000 F CFA) . | 7 |
| III.2.1- Au niveau des SODE | 8 |
| ■ En procédure classique (lignes de dotation supérieure à 100 000 000 F CFA et inférieur à 300 000 000 F CFA) | |
| ■ En procédures simplifiées (lignes de dotation inférieure à 100 000 000 F CFA) . | 8 |
| III.3-EVALUATION DE LA MISE EN APPLICATION DE L'ARRETE 112/MPMBPE/DGBF/DMP du 08 MARS 2016 PORTANT PROCEDURES CONCURRENTIELLES SIMPLIFIEES | 8 |
| III.3.1-Apects positifs retenus par les autorités contractantes | 8 |
| III.3.2-Difficultés rencontrées par les autorités contractantes | 9 |
| III.3.3-Améliorations proposées par les autorités contractantes | 10 |
| V-RECOMMANDATIONS | 11 |
| IV.1- RECOMMANDATIONS D'ORDRE GENERAL | 11 |
| IV.2- RECOMMANDATIONS D'ORDRE SPECIFIQUE | 11 |
| V-CONCLUSION | 11 |
| LISTE DES ANNEXES | 12 |
| ANNEXE I : tableau synthétique des attributions faites selon la PSC | 12 |
| ANNEXE II : tableaux de synthèse des opérations ayant fait l'objet de contrôle par t | • • |
| Au niveau des ministères/EPN | 12 |
| Au niveau des SODE | 12 |
| ANNEXE III : planning de réalisation des missions | 12 |

I. INTRODUCTION

I.1- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DES MISSIONS DE CONTROLE

En vue de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation des acteurs, critères essentiels à une bonne gouvernance dans un État de droit, la Côte d'Ivoire a procédé à une réforme de son système de passation des marchés publics par l'adoption et la mise en vigueur du Décret n° 2009-259 du 6 août 2009 portant Code des marchés publics.

L'entrée en vigueur dudit Code a permis d'enregistrer des avancées notables.

Cependant, il a été constaté de façon récurrente des difficultés pour les autorités contractantes, à mener à bien leurs procédures de passation de marchés et, partant, d'absorber les crédits mis à leur disposition, en raison notamment de la lourdeur desdites procédures.

Face à ce constat, et dans le souci de rendre conforme le dispositif ivoirien aux standards internationaux, le Ministre en charge des marchés publics a fait adopter par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire de nouveaux textes, notamment le décret n° 2015-525 du 15 juillet 2015 modifiant le décret 2009-259 du 06 août 2009 portant Code des marchés publics, tel que modifié par le décret n° 2014-306 du 27 mai 2014.

Ces textes fondés sur les principes fondamentaux que sont entre autres, le libre accès à la commande publique, l'égalité de traitement des candidats et l'économie, mettent également l'accent sur la réduction des délais, l'allègement des procédures et une plus grande responsabilisation des autorités contractantes à travers :

- le relèvement des seuils d'application des procédures du Code des marchés publics;
- la mise en place des procédures simplifiées de passation des marchés publics, à travers l'arrêté n° 112/MPMBPE/DGBF/DMP du 08 mars 2016 portant procédures concurrentielles simplifiées ;
- la facilitation de l'accès des Petites et Moyennes Entreprises (PME) à la commande publique.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article 162 du Code des marchés publics et de l'article 14 de l'arrêté n° 112/MPMBPE/DGBF/DMP du 08 mars 2016, la DMP a procédé à la réalisation d'une mission de contrôle a posteriori. Ce contrôle concerne deux (02) tranches d'opérations, à savoir :

- les opérations passées sur les dotations budgétaires inférieures au seuil de référence (opérations éligibles à l'arrêté n° 112/MPMBPE/DGBF/DMP du 08 mars 2016 portant procédures concurrentielles simplifiées);
- les opérations passées sur les dotations budgétaires supérieures au seuil de référence (100 000 000) de francs CFA et inférieures au seuil de contrôle a priori de la DMP (300 000 000) de francs CFA.

I.2- OBJECTIFS DU CONTROLE

L'objectif général du contrôle a posteriori est de vérifier le niveau de mise en application de la réglementation en matière de marchés publics suite à la responsabilisation des acteurs de la commande publique.

En définitive, cette mission de contrôle vise à renforcer la transparence dans le système des marchés publics à travers le respect des dispositions du Code des marchés publics, de ses textes d'application et de l'arrêté portant procédures concurrentielles simplifiées par les structures assujetties.

Au-delà de cet objectif général, cette mission de contrôle comprend les objectifs spécifiques suivants :

- vérifier le niveau de mise en œuvre des lignes planifiées ;
- s'assurer de l'utilisation appropriée des différents types de procédures de passation des marchés publics par les autorités contractantes;
- s'assurer de l'usage effectif par les autorités contractantes des modèles de supports de consultation élaborés par la DMP ;
- connaître le niveau de conformité des procédures de passation des marchés publics, mises en œuvre par chacune des structures, aux principes généraux ;
- examiner d'une part la conformité des dossiers d'approbation des marchés, notamment les pièces constitutives des marchés, et d'autre part la qualité de l'autorité approbatrice ou de l'organe approbateur, ainsi que le délai d'approbation au regard des dispositions prévues par le Code des marchés publics; déterminer le temps moyen pour la conduite d'une opération de passation d'un marché public;
- déterminer la part des marchés attribués aux PME ;
- évaluer la mise en œuvre effective des assouplissements en faveur des PME ;
- formuler des recommandations à l'endroit des différentes structures pour une meilleure application des textes réglementaires.

I.3-APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour la présente mission, la DMP a procédé à la sélection d'un échantillon de structures assujetties au Code des marchés publics. Il s'est agi de onze (11) structures dont cinq (05) ministères, trois (03) Etablissements Publics Nationaux (EPN) et trois (03) Sociétés d'Etat (SODE).

Cette mission a été réalisée sur la base d'un guide unifié de contrôle mis à la disposition de trois (03) équipes comprenant trois (03) à quatre (04) cadres de la DMP dont un (01) chef d'équipe et un (01) rapporteur, selon le chronogramme joint en annexe.

II. DEROULEMENT DE LA MISSION

Conformément au planning joint en annexe, les équipes se sont rendues dans les locaux des différentes autorités contractantes afin de vérifier in situ la régularité des opérations de passation des marchés publics à travers un recueil documentaire.

II.1- RECUEIL DOCUMENTAIRE

Cette activité a permis de s'assurer de la disponibilité ou non de toute la documentation, utilisée dans le cadre de la passation des marchés nécessaire au contrôle.

Il s'agit des documents ci-dessous :

- la notification budgétaire 2017 ;
- les plans de passation des marchés publics (PGPM, PGSPM, PPM et PSPM) pour la gestion 2017 ;
- un état récapitulatif de tous les marchés passés sur des dotations budgétaires dont le montant est inférieur à trois cent millions (300 000 000) de F CFA;
- les dossiers de consultation ayant servi à la concurrence ;
- les offres des soumissionnaires ;
- les dossiers d'attribution (registres de retrait des supports de consultation, registres de dépôt des plis, procès-verbaux d'ouverture des plis, rapports d'analyse des offres, procès-verbaux de jugement des offres, listes de présence des membres des différentes Commissions et celles des soumissionnaires et différentes correspondances échangées éventuellement);
- les contrats conclus avec les attributaires ;
- tout autre document jugé utile.

II.2-ANALYSE DES DOCUMENTS MIS A DISPOSITION

Cette phase a consisté, de façon générale, en la vérification des différentes étapes de la passation des marchés et plus précisément au contrôle de la mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés publics.

Ces contrôles ont porté sur les aspects suivants :

- la régularité de la concurrence : la vérification de la conformité du mode de passation, du respect des règles en matière d'utilisation des dossiers types d'appel à concurrence en vigueur, des formulaires de demande de cotation, du respect des conditions de publicité et/ou de sélection des soumissionnaires potentiels, du respect des délais de préparation des offres ;
- les travaux des Commissions ou Comités en charge de l'analyse et du jugement des offres : la vérification du quorum le cas échéant, des contenus des procèsverbaux d'ouverture des plis, ou rapports d'évaluation des offres, du contenu des procès-verbaux d'attribution, des contenus des formulaires de sélection, l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable, l'information des soumissionnaires non retenus, le respect des délais de passation des marchés publics ;
- le dossier d'approbation des marchés : la conformité des pièces constitutives, les délais d'approbation, ainsi que la qualité des signataires et celle de l'autorité approbatrice.

III. RESULTATS DU CONTROLE

Ce contrôle a révélé des éléments de satisfaction mais également des points de dysfonctionnements spécifiques dans la passation des marchés aussi bien au niveau des Ministères et des Etablissements Publics Nationaux (EPN) qu'au niveau des Sociétés d'Etat (SODE).

III.1-CONSTATS D'ORDRE GENERAL

III.1.1- Au niveau des Ministères/EPN

a) les bonnes pratiques

La mission a constaté à ce niveau que :

- les opérations ont fait l'objet de planifications dans les Plans Généraux de Passation des Marchés (PGPM) ou les Plans Généraux Simplifiés de Passation des Marchés (PGSPM), selon le montant de la ligne budgétaire devant supporter la dépense;
- les supports de consultation utilisés en procédures simplifiées sont conformes aux modèles conçus par la DMP ;
- les dossiers types d'appels d'offres utilisés en procédure classique sont conformes à ceux en vigueur;
- les contrats sont approuvés par les autorités habilitées ;
- les marchés sont exclusivement attribués aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) en procédures simplifiées ;
- les résultats sont notifiés aux attributaires des marchés ;
- il existe un système d'archivage.

b) les mauvaises pratiques

De façon générale, la mission note entre autres :

- le mauvais archivage des documents relatifs aux opérations de passation de marchés publics (dossier d'appel à concurrence, mandats pour les membres de la Commission en charge de l'évaluation des offres le cas échéant, échanges de correspondances, listes de présence des séances, marchés approuvés, etc.). En fait, l'archivage n'est pas centralisé; ce qui entraîne des difficultés pour le recueil documentaire;
- les supports de consultation ayant servi à la concurrence dans le cadre des opérations passées selon les Procédures Simplifiées à compétition Limitée (PSL) et à Compétition Ouvertes (PSO), ne comportent aucune preuve de leur validation par la Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP);
- les résultats des appels à concurrence ne sont notifiés qu'aux attributaires des marchés :
- les résultats des appels à concurrence ne sont pas transmis à la DMP pour publication dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics (BOMP) ;
- les autorités contractantes ne diversifient pas la liste des entreprises consultées en Procédure Simplifiée de demande de Cotation (PSC) ou en PSL;
- les ordres de service de démarrer les travaux, fournitures ou services, ne sont pas formellement adressés aux titulaires des marchés ;
- l'absence de preuve de restitution des actes de garantie aux soumissionnaires non retenus pour les opérations passées sur des lignes budgétaires de montants supérieurs à 100 000 000 F CFA et inférieur à 300 000 000 F CFA.

III.1.2- Au niveau des Sociétés d'Etat (SODE)

a) les bonnes pratiques

La mission note que :

- le contenu des marchés approuvés est conforme aux dispositions en vigueur ;
- les marchés en procédures simplifiées sont exclusivement attribués aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) ;
- les résultats sont notifiés aux attributaires ;
- les formulaires de demande de cotation et de sélection sont conformes aux modèles élaborés par la DMP ;
- l'existence d'un système d'archivage.

b) les mauvaises pratiques

Il ressort entre autres les manquements suivants:

- les budgets sont exécutés hors procédures. La plupart des acquisitions se font selon la Procédure Simplifiée de demande de Cotation (PSC), sans tenir compte de la dotation du sous - compte ou par engagement directe;
- le mauvais archivage des documents relatifs aux opérations de passation de marchés publics (mandats pour les membres de la Commission en charge de l'évaluation des offres le cas échéant, échanges de correspondances, listes de présence des séances, etc.);
- les ordres de service de démarrer les travaux, les prestations ou la livraison des fournitures ne sont pas formellement adressés aux titulaires des marchés ;
- l'absence de preuve de restitution des actes de garantie aux soumissionnaires non retenus.

III.2-CONSTATS SPECIFIQUES

De façon spécifique, les dysfonctionnements dans le système de passation des marchés publics varient selon les types de procédures et par types de structures.

III.2.1- Au niveau des Ministères/EPN

 En procédure classique (lignes de dotation supérieure à 100 000 000 F CFA et inférieur à 300 000 000 F CFA)

Sur huit (08) structures visitées, 62,5% ont des opérations concernées par cette procédure avec un total de huit (08) opérations.

La mission relève les manquements suivants :

- l'absence de mandat de représentation des membres de la Commission d'Ouverture des plis et de Jugement des Offres (COJO) pour l'ensemble de ces opérations, soit 100% ;
- les Procès-verbaux d'ouverture des plis ne font pas mention de l'imputation budgétaire et du montant de l'estimation des marchés dans l'ensemble des opérations, soit 100% ;
- l'absence de preuve du respect du délai de recours éventuels pour l'ensemble des opérations, soit 100% ;
- l'absence de notification des résultats aux entreprises non attributaires de marchés pour l'ensemble des opérations, soit 100% ;
- l'absence de preuve d'affichage des résultats dans les locaux de l'autorité contractante pour l'ensemble des structures, soit 100% ;

- l'absence de preuve de planification des opérations dans le Système Intégré de Gestion des Marchés Publics (SIGMAP) pour l'ensemble des structures, soit 100%;
- l'absence de notification d'approbation des marchés aux titulaires pour deux (02) opérations, soit 25%;
- l'absence de notification au titulaire de l'ordre de service au titulaire de démarrer les travaux ou services pour deux (02) opérations, soit 25%.

En procédures simplifiées (lignes de dotation inférieure à 100 000 000 F CFA)

La mission relève les insuffisances ci-dessous dans la passation des marchés publics:

- l'absence de planification détaillée de certaines opérations avant leur mise en œuvre pour l'ensemble des structures, soit 100% ;
- le libellé de la ligne budgétaire est mentionné comme objet de l'opération sur les formulaires de demande de cotation et de sélection pour l'ensemble des structures, soit 100% ;
- l'absence de liste de présence des soumissionnaires aux séances d'ouverture des plis pour l'ensemble des structures en PSL, soit 100% ;
- les formulaires de demande de cotation de certaines autorités contractantes des structures ne sont ni datés ni signés, pour 50 % d'entre elles. En conséquence, le délai moyen de passation des marchés n'a pu être évalué ;
- la date de signature du titulaire du marché n'est pas indiquée sur certains contrats si bien qu'il est impossible d'évaluer le respect du délai de recours éventuel ;
- les procès-verbaux d'ouverture des plis ne font pas mention de l'imputation budgétaire et du montant de l'estimation des marchés en PSO et PSL pour l'ensemble des structures, soit 100% :
- le formulaire de sélection ne fait pas mention de l'imputation budgétaire et du montant des marchés ;
- les résultats ne sont pas transmis à la DMP pour publication dans le BOMP pour l'ensemble des structures, soit 100% ;
- la notification des résultats est faite uniquement à l'attributaire pour l'ensemble des structures, soit 100% ;
- aucune preuve de la validation du dossier de consultation en PSL et PSO par la Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP) pour l'ensemble des structures, soit 100%;
- la non transmission des résultats à la cellule pour information pour l'ensemble des structures, soit 100% ;
- l'absence de mandat de représentation des membres de la Commission d'Ouverture des Plis et d'Evaluation des offres (COPE) au niveau de 91% des structures contrôlées ;
- l'absence de listes de retrait des dossiers de consultation et de dépôt des plis ne permet pas d'évaluer le délai moyen de préparation des offres au niveau de 91% des structures.

III.2.1- Au niveau des SODE

En procédure classique (lignes de dotation supérieure à 100 000 000 F
 CFA et inférieur à 300 000 000 F CFA)

Quatre (04) sous comptes sont concernés. Cependant la mission a noté qu'aucune opération n'a été passée conformément à la procédure appropriée.

En effet, la plupart des acquisitions faites sur ces sous comptes sont exécutées hors procédures. Elles se font précisément selon la Procédure Simplifiée de demande de Cotation (PSC) ou par engagement direct sans dérogation.

- En procédures simplifiées (lignes de dotation inférieure à 100 000 000 F CFA)
- le contenu des formulaires de demande de cotation ne sont pas conformes au modèle élaboré par la DMP pour 33% des structures ;
- le non-respect du délai de préparation des offres en PSL pour 33% des structures :
- l'absence d'une liste de présence des soumissionnaires pour l'ensemble des structures, soit 100% ;
- l'absence d'une liste de présence des membres de la COPE pour l'ensemble des structures, soit 100% :
- l'absence de notification de l'ordre de service de démarrer les travaux, fournitures ou services, pour l'ensemble des structures, soit 100% ;
- l'absence de notification des contrats approuvés aux titulaires de marchés pour l'ensemble des structures, soit 100% ;
- les contrats ne sont pas numérotés dans le SIGMAP en PSL pour l'ensemble des structures, soit 100% ;
- le délai de recours éventuel est impossible à apprécier en raison de l'absence de preuve de l'affichage des résultats pour l'ensemble des structures, soit 100%;
- la notification des résultats est faite seulement à l'attributaire pour l'ensemble des structures, soit 100% ;
- la non-inscription des opérations au PSPM pour l'ensemble des structures, soit 100% :
- les formulaires de demande de cotation de certaines autorités contractantes des structures ne sont ni datés ni signés pour l'ensemble des structures, soit 100%. Par conséquent, le délai moyen de passation des opérations n'a pu être évalué ;
- l'absence de listes de retrait des dossiers de consultation et de dépôt des plis ne permet pas d'évaluer le délai moyen de préparation des offres au niveau de l'ensemble des structures.

III.3-EVALUATION DE LA MISE EN APPLICATION DE L'ARRETE 112/MPMBPE/DGBF/DMP du 08 MARS 2016 PORTANT PROCEDURES CONCURRENTIELLES SIMPLIFIEES

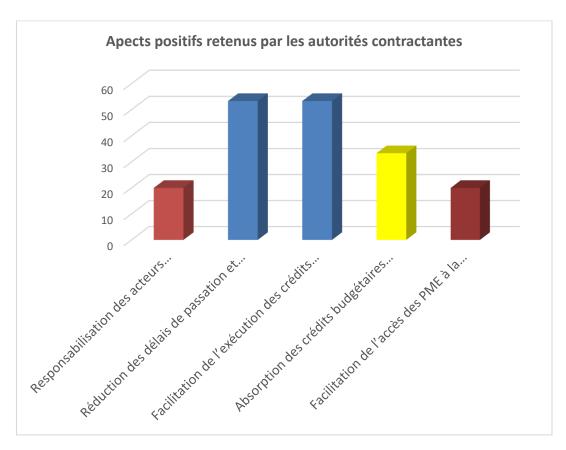
III.3.1-Apects positifs retenus par les autorités contractantes

L'enquête menée par la mission révèle que :

- 53% des autorités contractantes enquêtées ont marqué leur satisfaction dans la mise en œuvre dudit arrêté en ce qui concerne :
 - la facilitation de l'exécution des crédits budgétaires de montants inférieurs à 100 000 000 F CFA ;

- la réduction des délais de passation des marchés publics et la célérité dans le traitement des dossiers de passation des marchés publics.
- 33% des autorités contractantes ont marqué leur satisfaction par rapport à la capacité d'absorption des crédits budgétaires alloués en dessous du seuil de cent millions (100 000 000) de Francs CFA. En effet, la totalité des autorités contractantes enquêtées ont exécuté à plus de 90 % la part de leur budget soumise aux procédures simplifiées;
- Par ailleurs, les autorités contractantes notent avec satisfaction à un degré moindre :
 - la responsabilisation des acteurs marchés ;
 - la facilitation de l'accès des PME à la commande publique.

Le Diagramme ci-dessous met en exergue les différents points de satisfaction.



III.3.2-Difficultés rencontrées par les autorités contractantes

Les difficultés enregistrées sont de trois (03) ordres :

 difficultés d'application de l'arrêté par manque de formation de la quasi-totalité des autorités contractantes

Concernant ce premier point, 67% des autorités contractantes relèvent le manque de formation.

En effet, le graphique ci-dessous indique que, la tendance générale des difficultés se situe toujours au niveau du manque de formation (67%) et des divergences d'interprétation des dispositions de l'arrêté n°112/MPMBPE/DGBF/DMP du 08 mars 2016 par les autorités contractantes d'une part et les Contrôleurs budgétaires et contrôleurs financiers d'autre part (13%).

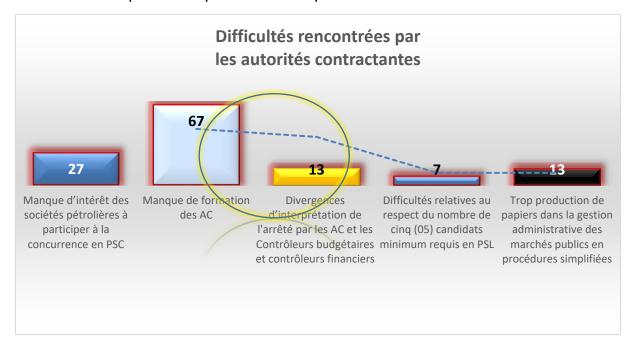
• difficultés relatives à la constitution de la liste de trois (03) compagnies pétrolières à consulter

Il ressort que 27 % des autorités contractantes indexent le manque d'intérêt des sociétés pétrolières à participer à la concurrence en PSC.

Par ailleurs, 7% des structures évoquent la difficulté de respecter le nombre de cinq (05) candidats potentiels minimum requis en PSL.

autre difficulté relevée

La trop grande production de papiers dans la gestion administrative des marchés publics en procédures simplifiées.

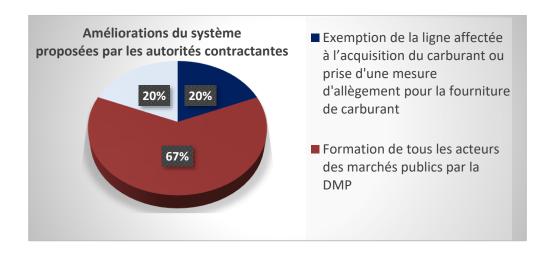


III.3.3-Améliorations proposées par les autorités contractantes

Pour l'amélioration du système, 67% des autorités contractantes proposent que la DMP forme tous les acteurs des marchés publics.

Par ailleurs, 20% des autorités contractantes souhaitent l'exemption de la ligne affectée à l'acquisition du carburant ou une mesure d'allègement pour la fourniture de carburant.

De même, 20% d'entre eux suggèrent que la DMP intensifie la fréquence des contrôles a posteriori.



V-RECOMMANDATIONS

Au regard des résultats obtenus, la mission propose les recommandations ci-dessous :

IV.1- RECOMMANDATIONS D'ORDRE GENERAL

- former de façon pratique l'ensemble des acteurs impliqués dans les opérations de passation de marchés, notamment les contrôleurs budgétaires, le personnel des cellules, les administrateurs de crédits des ministères, les acteurs marchés des SODE et EPN :
- réviser l'arrêté 199/MEF/DGBF/DMP du 21 avril 2010 modifiant l'arrêté n° 250/MEF/DGBF/DMP du 13 août 2002 relatif à l'exécution des crédits budgétaires au regard du Code des marchés publics dans le sens de l'exemption des sous comptes 6051 (fourniture non stockable-eau) et 6052 (fourniture non stockable-électricité) au niveau des SODE;
- inciter les autorités contractantes à mettre en place les services dédiés à l'archivage des documents relatifs à la passation des marchés publics ;
- accélérer le processus de dématérialisation des marchés publics ;
- accélérer le processus de catégorisation des entreprises ;
- finaliser et mettre en exploitation la Banque de Données des Prix de Référence (BDPR).

IV.2- RECOMMANDATIONS D'ORDRE SPECIFIQUE

- mettre en place les Cellules de Passation des Marchés Publics au sein des SODE ;
- étendre la conférence des marchés publics à l'ensemble des assujettis au Code des marchés publics (SODE, EPN, etc.).

V-CONCLUSION

Le contrôle a permis de relever des points de satisfaction en matière de procédures de passation des marchés publics eu égard aux efforts consentis par les autorités contractantes pour l'exécution des crédits budgétaires qui leur sont alloués.

Cependant, au regard des manquements observés, il convient de mettre en œuvre un calendrier annuel de contrôle a posteriori (fréquence de contrôle mensuel ou bimestriel) et de mettre en application effective les sanctions prévues pour les cas d'irrégularité dans les procédures de passation des marchés publics en vue de l'amélioration du système de passation des marchés publics.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE I : tableau synthétique des attributions faites selon la PSC

ANNEXE II : tableaux de synthèse des opérations ayant fait l'objet de contrôle par type de structures

- Au niveau des ministères/EPN
- Au niveau des SODE

ANNEXE III : planning de réalisation des missions

ANNEXE I : note synthétique des attributions faites par les ministères selon la PSC

| Structure | Autorité contractante | Nombre d'opération | Constat |
|---|--|-----------------------|--|
| | Direction des Affaires Financières (DAF) | 10 | - DJANAB : consultée 02 fois et attributaire 02 fois - QUALI 2 M FARMA : consultée 03 fois et attributaire 03 fois - CLAPECI : consultée 02 fois et attributaire 02 fois |
| Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) | Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP) | 13 | - AKA DEDA : consultée 05 fois et attributaire 05 fois - EFTP : consultée 05 fois et attributaire 05 fois- |
| | Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP) | 14 | - ENTRENOUS : consultée 02 fois et attributaire 02 fois - MULTI MEDICA : consultée 02 fois et attributaire 02 fois - IVOIRE SERVICE PLUS : consultée 02 fois et attributaire 02 fois |
| Ministère des Transports (MT) | Direction des Affaires Financières (DAF) | 04 | URIEL SERVICES : consultée 01 fois et attributaire 01 fois STEPH SERVICE : consultée 01 fois et attributaire 01 fois AM SERVICE PLUS : consultée 01 fois et attributaire 01 fois |
| | Direction Générale des Affaires Maritimes et Portuaires (DGAMP) | 02 | - ECOPREST : consultée 01 fois et attributaire 01 fois - BEDET : consultée 01 fois et attributaire 01 fois |
| | Direction des Affaires Financières et du Patrimoine (DAFP) | 05 | - CITECH : consultée 01 fois, attributaire 01 fois - MB3 : consultée 01 fois, attributaire 01 fois - PRESTIGE SERVICE : consulté 01 fois, attributaire 01 fois |
| | CABINET MIE | 04 | - CITECH : consultée 03 fois, attributaire 03 fois - MADY : consultée 01 fois, attributaire 01 fois |
| Ministère des Infrastructures | Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP) | 04 | - ABOMY : consultée 01 fois, attributaire 01 fois - EGS : consultée 01 fois, attributaire 01 fois |
| Economiques (MIE) | Direction Générale des Infrastructures Routières (DGIR) | 04 | - ETS YKS : consultée 01 fois, attributaire 01 fois - EDS : consultée 01 fois, attributaire 01 fois |
| | Direction des Infrastructures Routières (DIR) | 04 | - OPSI : consultée 01 fois, attributaire 01 fois - ETS YKS : consultée 02 fois, attributaire 02 fois - EDS : consultée 01 fois, attributaire 01 fois |
| | Direction de l'Environnement de la Normalisation et de la Réglementation (DENR) | 02 | - EDS : consultée 01 fois, attributaire 01 fois |

| Structure | Autorité contractante | Nombre d'opération | Constat |
|---|--|-----------------------|---|
| | Service Communication, Documentation et Archive (SCDA) | 09 | - SIMPLEX : consultée 03 fois, attributaire 03 fois - SIDIBE SITA : consultée 05 fois, attributaire 05 fois |
| | Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP) | 07 | - SIPRES : consultée 03 fois, attributaire 03 fois - KT INVESTISSEMENT : consultée 02 fois, attributaire 02 fois |
| Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement | Direction de la Pédagogie et de la Formation Continue (DPFC) | 03 | - ETS KDF et FRERES : consultée 01 fois et attributaire 01 fois - SOGROU GNAMA : consultée 01 fois et attributaire 01 fois |
| Technique et de la Formation Professionnelle (MENETFP) | Direction des Affaires Financières (DAF) | 16 | HANNAJO MS: consultée 03 fois, attributaire 03 fois EIPEN: consultée 02 fois, attributaire 02 fois ETS SEREINE: consultée 02 fois, attributaire 02 fois |
| | Direction des Affaires Financières (DAF Centralisé) | 09 | SIMPLEX : consulté 01 fois, attributaire 01 fois HANNAJO MS : consultée 01 fois, attributaire 01 fois ETS SEREINE : consultée 01 fois, attributaire 01 fois |
| | Unité de Lutte contre la Criminalité Transnationale (UCT) | 02 | - SOGROU GNAMA : consultée 02 fois et attributaire 02 fois |
| | Unité de Lutte contre le Racket (ULR) | 04 | - EZANE E.S.R : consultée 02 fois, attributaire 02 fois |
| | Direction de la Police Scientifique (DPS) | 04 | - ANIZONAT : consultée 02 fois, attributaire 02 fois |
| | Direction du Laboratoire Central de la Police (DLCP) | 02 | - EMMASON PRODUCTION : consultée 02 fois, attributaire 02 fois |
| | Direction des Transmissions (DT) | 05 | - CANALOE SERVICES : consultée 03 fois, attributaire 03 fois - TKC SERVICE : consultée 02 fois, attributaire 02 fois |
| Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (MIS) | Direction du Personnel de la Police Nationale (DPPN) | 04 | - ENCIB-IVOIRE : consultée 03 fois, attributaire 03 fois |
| ocounic (inio) | Compagnie Républicaine de Sécurité 2 Marcory (CRS 2) | 03 | - YAYA COULIBALY : consultée 03 fois, attributaire 03 fois |
| | Unité de Régulation de la Circulation (URC) | 03 | - YAYA COULIBALY : consultée 03 fois, attributaire 03 fois |
| | Direction des Unités d'Intervention (DUI) | 02 | - YAYA COULIBALY : consultée 02 fois, attributaire 02 fois |
| | Service de la Voie Publique (SVP) | 02 | - DENAL-G EQUIP.ET PRESTA.D : consultée 02 fois, attributaire 02 fois |
| | Force de Recherche et d'Assaut de la Police (FRAP) | 02 | - YAYA COULIBALY : consultée 02 fois, attributaire 02 fois |

| Structure | Autorité contractante | Nombre d'opération | Constat |
|--------------------------------|---|-----------------------|--|
| | Direction des Examens et Concours | 02 | - ERATA CI : consultée 02 fois, attributaire 02 fois |
| | Unité de Régulation de la Circulation | 03 | - YAYA COULIBALY : consultée 02 fois, attributaire 02 fois |
| | Service de la voie publique | 02 | - YAYA COULIBALY : consultée 02 fois, attributaire 02 fois |
| Ministère de l'Intérieur et de | Service Armes et Munitions | 03 | - ASSI BOSSON JULIENNE : consultée 03 fois, attributaire 03 fois |
| la Sécurité (MIS) | Direction Générale de la Police Nationale | 03 | - CIM : consultée 03 fois, attributaire 03 fois |
| | Direction des Unités d'Intervention | 03 | - YAYA COULIBALY : consultée 02 fois, attributaire 02 fois |
| | Direction du Laboratoire Central de la Police | 03 | - EMMASON PRODUCTION : consultée 02 fois, attributaire 02 fois |
| | Direction des Services de Santé de la Police Nationale | 03 | - SOGROU GNAMA : consultée 03 fois, attributaire 03 fois |

> AU NIVEAU DES MINISTERES/EPN

MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

A. Constats spécifiques aux différentes procédures

- 1- Les dotations inférieures au seuil de référence
- a) Procédures simplifiées de demande de cotation (PSC)

| | | P | ROCEDURE | SIMPLIFIE | EE DE DEM | ANDE DE COTATION (PSC) | | |
|--|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------------------|--------------------------------|---|---|--|
| Structures | Nombre de lignes | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de passation | | | |
| Structures | vérifiées | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | des opérations | Points forts | Points faibles | |
| Direction des Affaires Financières (DAF) | 10 | 10 | 10 | 5 | 12 jours | - les supports de consultation | Il n'existe pas de liste de retrait du support de consultation et de liste de dépôt des plis pour neuf (09) opérations les opérations n'ont pas fait objet de planification dans le PSPM | |
| Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP) | 7 | 13 | 13 | 13 | 9 jours | utilisés sont conformes aux modèles élaborés par la DMP - les opérations ont fait l'objet de planification dans le PGPM - les formulaires de sélection sont | les opérations n'ont pas fait l'objet de planification dans le PSPM | |
| Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP) | 11 | 14 | 14 | 14 | 22 jours | signés par les autorités habilités - les marchés sont exclusivement attribués aux PME | les opérations n'ont pas fait l'objet de planification dans le PSPM | |
| PNLS | 11 | 17 | 17 | 8 | 7,5 jours | | les opérations n'ont pas fait l'objet de planification dans le PSPM | |

b)-Procédure Simplifiée à compétition Limitée (PSL)

| | | | PROCEDU | RE SIMPLIF | TIEE A CO | MPETITION LIMITEE (PSL) | | |
|--|-----------|------------------------|------------------------|------------------------------------|-----------------|--|--|--|
| Structures | Nombre de | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | passation - des | OBSERVATIONS | | |
| Caractares | lignes | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | | Points forts | Points faibles | |
| DAF MSHP | 2 | 2 | 2 | 2 | 23 jours | Les modèles de supports de consultation élaborés par la DMP sont utilisés | Il n'existe pas de liste de retrait du support de consultation et de liste de dépôt des plis pour neuf (09) opérations | |
| | | | | | | olaboros par la bivii sont atinocs | les opérations n'ont pas fait objet de planification dans le PSPM | |
| СРМР | | | | | Aucune | e opération en PSL | | |
| PNLP | | | | | Aucune | e opération en PSL | | |
| Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS) | 2 | 2 | 2 | 2 | 71 jours | les modèles de supports de consultation élaborés par la DMP sont utilisés | - les opérations n'ont pas fait objet de planification dans le PSPM - pas de preuve d'affichage des résultats | |

c)-Procédure Simplifiée à compétition Ouverte (PSO)

| | | | PROCEDU | JRE SIMPLIF | TEE A COM | PETITION OUVERTE (PSO) | | |
|------------|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------------------|--|---|--|-----------|
| Structures | Nombre de lignes | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | opérations de passation des opérations | de passation | | ERVATIONS |
| | vérifiées | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | | Points forts | Points faibles | |
| DAF MSHP | 1 | 1 | 1 | 0 | 29 jours | les supports de consultation utilisés sont conformes aux modèles élaborés par la DMP les opérations ont fait l'objet de planification dans le PGPM les formulaires de sélection sont signés par les autorités habilités | pas de preuve de publicité de l'avis de consultation dans le BOMP pas de preuve de validation du dossier de consultation par la CPMP pas de publicité des résultats pas de notification des résultats aux soumissionnaires Pas de preuve d'affichage des résultats | |
| СРМР | | | | | Aucune | opération en PSL | | |
| PNLP | | | | | Aucune | opération en PSL | | |
| PNLS | 2 | 2 | 2 | 2 | 71 jours | les modèles de supports de consultation élaborés par la DMP sont utilisés | - les opérations n'ont pas fait objet de planification dans le PSPM - pas de preuve d'affichage des résultats | |

2- Les dotations supérieures au seuil de référence et inférieures au seuil de contrôle a priori

| | | | | PROC | CEDURE C | LASSIQUE | | |
|------------|--|------------------------|------------------------|------------------------------------|------------------|--|----------------|--|
| Structures | Nombre de lignes | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | passation - des | OBSERVATIONS | | |
| Structures | vérifiées | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | | Points forts | Points faibles | |
| DAF MSHP | Aucune opération entre 100 et 300 millions | | | | | | | |
| СРМР | | | | A | ucune opérati | on entre 100 et 300 millions | | |
| PNLP | | | | A | ucune opérati | on entre 100 et 300 millions | | |
| PNLS | 02 | 04 | 04 | 03 | 120 | - les modèles de supports de consultation élaborés par la DMP sont utilisés - les opérations ont fait l'objet de planification dans le PGPM et le PPM - absence de publicité des résultats des de la COJO - non-respect du délai de recours éven absence de notification de l'approbation contrat au titulaire - absence de notification de l'ordre de démarrer les prestations | | |

Détail des opérations passées en PSC

| N° | Structure | Imputation budgétaire | Objet de la consultation | Dotation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC |
|----|-----------|--------------------------|--|------------|---|----------------------|---|
| 1 | | 621 9801 90 2420 | Achat de matériels informatiques | 2 390 799 | DJANAB, EDIAS-SARL, S.T.G.G.C | DJANAB | 2 389 800 |
| 2 | | 622 1402 01 6211 | Fourniture de calculatrices | 650 000 | EDIAS SARL, ETGGC, DJANAB | DJANAB | 649 000 |
| 3 | | 656 9602 17 2444 | Achat de matériels biomédical pour le Centre de Santé Urbain de Languibonou | 4 781 598 | QUALI 2M PHARMA, P3 MED.PHA, ORTIN | QUALI 2M PHARMA | 4 697 549 |
| 4 | | 656 9602 17 2411 | Fourniture de mobiliers de bureau au Centre de Santé Urbain de Languibonou | 3 547 119 | EFTP, DIGITAL ELECTRONIQUE, INFOPHARM | EFTP | 3 334 078 |
| 5 | | 611 9701 01 2444 | achat de matériels biomédical pour les HG et CHR | 19 126 392 | QUALI 2M PHARMA, P3 MED.PHA, ORTIN | QUALI 2M PHARMA | 19 085 863 |
| 6 | | 651 9701 01 2444 | achat de matériels biomédical pour les centres de santé | 19 126 392 | QUALI 2M PHARMA, P3 MED.PHA, ORTIN | QUALI 2M PHARMA | 14 718 107 |
| 7 | DAF MSHP | 621 9102 01 2411 | achat de mobiliers de bureau | 2 000 000 | CLAPECI, LADITEC, PLANETE MULTISERVICE | CLAPECI | 1 912 544 |
| 8 | | 621 9102 01 2420 | achat de matériels informatiques | 1 912 639 | TAHOUTALA GROUPE, INFTEL, CITI TELECOM | TAHOUTALA GROUPE | 1 770 099 |
| 9 | | 611 9701 01 2411 | achat de mobiliers de bureau | 23 907 990 | GECI, KEMY SERVICES, SPIRAL | GECI | 23 907 980 |
| 10 | | 621 9702 90 2420 | achat de matériels informatiques | 3 825 278 | CLAPECI, LADY TECH, PLANETE MULTI SERVICES | CLAPECI | 3 825 000 |
| 11 | | 621 9703 01 2320 | travaux de construction du logement de sage-femme et de la clôture du CSR de Mahou-Sokourala | | SI-CTPE DJENI'S EIS IRCOMC | SI-CTPE | Lot 1 : 28 215 600 |
| 12 | | 656 9602 17 2330 | travaux de construction du logement de sage-femme et de la clôture du CSU de Languibonou | 47 815 981 | VIA International IPRES OBIENETRE SIBATP Ivoire Afrique Travaux | VIA INTERNATIONAL | 30 538 400 Lot 1 : 22 671080 Lot 2 : 23 811 527 |

| N° | Structure | Imputation budgétaire | Objet de la consultation | Dotation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC |
|----|-----------|-----------------------|---|-----------|---|--------------|----------------------------------|
| 13 | | 621 1714 01 6221 | Entretien des locaux : fourniture de matériels d'entretien | 1 496 540 | EFTP DIGITAL ELECTRONIQUE INFOPHARM | EFTP | 1 496 540 |
| 14 | | 621 1714 01 6211 | Achat de petits matériels et fourniture de bureau | 2 244 810 | DJANAB SARL STGGC EDIAS SARL | DJANAB SARL | 1 499 957 |
| 15 | | 621 1714 01 2411 | Mobilier de bureau | 1 870 675 | ECI ETS SOMAGABCI SPIRAL | GECI | 1 148 140 |
| 16 | | 621 1714 01 6231 | Location de main d'œuvre occasionnelle | 5 000 000 | AKA DEDA UNILUX-ONIX ETS FOUNDARA | AKA DEDA | 1 800 000 |
| 17 | | 621 1714 01 6211 | Achat de petits matériels et fourniture de bureau et documentation | 2 244 810 | EFTP DIGITAL ELECTRONIQUE INFOPHARM | EFTP | 744 853 |
| 18 | | 621 1714 01 6215 | Achat de petits matériels et fourniture technique | 1 870 675 | AKA DEDA UNILUX-ONIX ETS FOUNDARA | AKA DEDA | 600 000 |
| 19 | СРМР | 621 1714 01 6231 | Lot 1 : Location de main d'œuvre occasionnelle | 5 000 000 | AKA DEDA UNILUX-ONIX ETS FOUNDARA | AKA DEDA | 1 800 000 |
| 20 | | 621 1714 01 6231 | Lot 2 : Location de main d'œuvre occasionnelle | 5 000 000 | AKA DEDA UNILUX-ONIX ETS FOUNDARA | AKA DEDA | 1 050 000 |
| 21 | | 621 1714 01 6212 | Achat de carburant pour les véhicules de service | 2 244 810 | TOTAL-CI VOVO ENERGIE OILIBYA | TOTAL-CI | 2 244 810 |
| 22 | | 621 1714 01 2411 | Mobilier et matériel de bureau (COPIEUR) | 1 870 675 | EFTP DIGITAL ELECTRONIQUE INFOPHARM | EFTP | 722 535 |
| 23 | | 621 1714 01 6231 | Rémunération de prestations extérieures relatives à l'achat de produits alimentaires et de rafraichissement pour les différentes séances d'ouverture de olis et de jugement des | 5 000 000 | AKA DEDA UNILUX-ONIX ETS FOUNDARA | AKA DEDA | 2 149 950 |
| 24 | | 621 1714 01 6214 | Fourniture de consommables pour le matériel informatique | 1 870 675 | EFTP DIGITAL ELECTRONIQUE INFOPHARM | EFTP | 1 870 675 |
| 25 | | 621 1714 01 6215 | Achat de petits matériels et fourniture technique | 1 870 675 | EFTP DIGITAL ELECTRONIQUE INFOPHARM | EFTP | 1 270 675 |

| N° | Structure | Imputation budgétaire | Objet de la consultation | Dotation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC | | |
|----|-----------|--------------------------|---|------------|---|-----------------------------|--|-----------|-----------|
| 26 | | 622 9501 01 2330 | Réhabilitation d'un bâtiment | 8 000 000 | ETS DJAMLA Prestation CHANDEL Presta ST KLOYER Services | ST KLOYER Services | 8 000 000 | | |
| 27 | | 622 9501 01 2349 | | | Travaux d'extension de lignes téléphoniques à d'autres bureaux | 1 400 000 | ENTRENOUS ETS Essoh Madeleine ETS Emma Prestations | ENTRENOUS | 1 400 000 |
| 28 | | 622 9501 01 2411 | Fourniture de mobiliers de bureau | 10 050 000 | Multi médical-CI sarl Entreprise SHAMMAH Merveille multi services | Multi médical-CI | 10 035 000 | | |
| 29 | | 622 9501 01 2411 | Fourniture de mobiliers de bureau | 10 050 000 | Multi médical-CI sarl Entreprise SHAMMAH Merveille multi services | Multi médical-CI | 10 035 000 | | |
| 30 | | 622 9501 01 2420 | Fourniture de matériels informatiques de bureau | 24 000 000 | Merveille multi service ETS DJAMLA prestation ST KLOYER services | Merveille multi services | 24 000 000 | | |
| 31 | | 622 9501 01 2449 | Achat de matériels et outillages techniques | 3 000 000 | CELEC plus ST KLOYER Services ETS DJAMLA prestations | CELEC plus | 2 987 760 | | |
| 32 | PNLP | 622 9501 01 6211 | Fourniture de bureau | 6 000 000 | ISP Sarl NAHORO ELEINFS | ISP | 1 636 365 | | |
| 33 | 1 1421 | 622 9501 01 6211 | Fourniture de bureau | 6 000 000 | ISP Sarl NAHORO ELEINFS | Sarl NAHORO | 4 363 404 | | |
| 34 | | 622 9501 01 6212 | Fourniture de carburant | 9 114 270 | TOTAL (requête de fourniture de carburant par la DMP) | TOTAL | 4 614 270 | | |
| 35 | | 622 9501 01 6214 | Fourniture de consommable informatique | 7 000 000 | EFK consulting ELEINFS Sarl NAHORO | EKF Consulting | 3 512 860 | | |
| 36 | | 622 9501 01 6214 (| Fourniture de consommable informatique | 7 000 000 | Ivoire services plus Entreprise SHAMMAH Sarl NAHORO | Ivoire service plus | 3 481 000 | | |
| 37 | | 622 9501 01 6231 | Prise en charge des participants pendant l'atelier bilan 2016 et reprogrammation des activités des 3 derniers trimestres 2017 du PNLP | 6 000 000 | Ivoire services plus ST KLOYER Services CHANDEL Presta | Ivoire service plus | 4 543 000 | | |
| 38 | | 622 9501 01 6235 | Assurer le gardiennage du siège du PNLP | 5 000 000 | ENTRENOUS Entreprise Essoh madeleine | ENTRENOUS | 4 999 981 | | |
| 39 | | 622 9501 01 6221 | Fourniture de produits d'entretien | 5 343 666 | ISP ETS DJAMLA prestation Sarl NAHORO | ISP | 5 342 540 | | |

| N° | Structure | Imputation budgétaire | Objet de la consultation | Dotation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC |
|----|-----------|--------------------------|---|------------|--|--------------------------|-------------------------------|
| 40 | | 651 9901 01 2411 | Fourniture de mobilier et matériel de bureau | 20 000 000 | KOUADIO AMELAN KOLOMB SERVICES TEHE KIHENOIN SYLVIE | KOLOMB SERVICES | 19 999 938 |
| 41 | | 651 9901 01 6156 | Assurance maladie pour le personnel contractuel | 12 000 000 | ASCOMA SUNU ASSURANACE ATLANTIQUE ASSURANCE | ASCOMA | 12 000 000 |
| 42 | | 651 9901 01 6211 | Achat de fourniture de bureau et documentation | 5 000 000 | ETS MYEN-SAH ETS GRACE ETS HANNIEL SARL | ETS MYEN- SAH | 3 989 150 |
| 43 | | 651 9901 01 6211 | Achat de fourniture de bureau et documentation | 5 000 000 | ETS MYEN-SAH ETS GNANMYEN Liè ETS EMMANUEL | ETS MYEN- SAH | 1 010 850 |
| 44 | | 651 9901 01 6212 | Achat de carburant pour véhicule de service | 15 000 000 | TOTAL CI VIVO ENERGY PETROCI | TOTAL CI | 15 000 000 |
| 45 | | 651 9901 01 6214 | Achat de fournitures et consommables informatiques | 8 500 000 | ASHLEY ENTREPRISE ENTREPRISE BROU TANO TEXTO | ASHLEY ENTREPRISE | 7 033 000 |
| 46 | PNLS | 651 9901 01 6214 | Achat de fournitures et consommables informatiques | 8 500 000 | BARAKA SERVICES COMMERCE INFORMATIQUE PRESTATION COMPAGNIE IVOIRIENNE DE PRESTATIONS DE SERVICES | BARAKA SERVICES | 1 402 000 |
| 47 | | 651 9901 01 6221 | Entretien des locaux du PNLS | 16 142 400 | GENERAL SERVICES AZING IVOIR KLEM IVOIRE | GENERAL SERVICES | 16 142 400 |
| 48 | | 651 9901 01 6223 | Entretien des installations électriques, plomberie et sanitaires du PNLS | 8 000 000 | BENY SERVICES PLUS GEA AFRIK DEVELOPPEMENT | BENY SERVICES PLUS | 7 999 810 |
| 49 | | 651 9504 01 6211 | Achat de petits matériels et fourniture bureau | 956 320 | ADH PRONTIC SANTA OFFICE | ADH | 956 320 |
| 50 | | 651 9504 01 6212 | Achat de carburant pour les véhicules de service | 1 673 559 | TOTAL CI VIVO ENERGY PETROCI | TOTAL CI | 1 673 559 |
| 51 | | 651 9504 01 6214 | Achat de de consommables pour le matériel informatique | 956 320 | Ets MYEN SAH Ets GRACE Ets NISSI Sarl | Ets MYEN SAH | 956 300 |
| 52 | | 651 9504 01 6221 | Entretien des locaux (matériel et fourniture d'entretien) | 1 434 479 | General service Azing Ivoire Klem Ivoire | General service | 1 434 479 |
| 53 | | 651 9504 01 6223 | Entretien des installations électriques, climatiseurs, plomberies et sanitaires | 1 434 479 | BENY SERVICES PLUS AFRICA 2000 GEA | BENY SERVICES PLUS | 1 434 290 |

| N° | Structure | Imputation budgétaire | Objet de la consultation | Dotation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC |
|----|-----------|--------------------------|--|-----------|---|-----------------|----------------------------------|
| 54 | | 651 9504 01 6235 | Services extérieurs de gardiennage | 1 147 584 | General service Ets Karom AKA DEDA | General service | 1 147 584 |
| 55 | PNLS | 651 9504 01 6231 | Location de personnel | 4 781 598 | General service Azing Ivoire AKA DEDA | General service | 4 781 591 |
| 56 | | 651 9504 01 6215 | Achats de petits matériels et fournitures techniques | 956 320 | Ets AB Beny services Plus AFRICA 2000 | Ets AB | 956 130 |

Détail des opérations passées en PSO

| N ° | Structure | Imputation budgétaire | Objet de la consultation | Dotation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC |
|--------|-----------|--------------------------|--|------------|---|---|---|
| 1 | DAF MSHP | 642 9605 78 2330 | construction du laboratoire de l'HG de Port Bouët | 95 631 961 | EFTP SI3D | EFTP MARCHE°C17-O-0-2-0002/02-24 | 94 975 973 |
| 2 | СРМР | Aucune opération en l | PSO PSO | | | | |
| 3 | PNLP | Aucune opération en l | PSO | | | | |
| 4 | PNLS | 651 9901 01 2310 | travaux de réhabilitation du siège du PNLS de Treichville | 70 000 000 | BG SERVICES ELIO GROUP CIVE SA ICA ETS LA ROSE FAB MT SM GROUP MCSETS | Lot 1 : ETS LA ROSE FAB MT Sous Lot 1 : CIVE SA Sous Lot 2 :CIVE SA | Lot 1 : 51 493 000 FCFA Sous Lot 1 : 13 914 000 F CFA Sous Lot 2 : 4 484 000 F CFA |

Détail des opérations passées en procédure classique

| ı | St | tructure | Imputation budgétaire | Objet de la consultation | Dotation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC | | |
|---|-----|----------|---|-----------------------------------|-------------|--|--|--|--|--|
| | 1 (| СРМР | Aucune opération en procédure enregistrée | | | | | | | |
| | 2 I | PNLP | | | Aucur | e opération en pro | océdure enregistrée | | | |
| ; | 3 | | 651 9901 01 6215 | fourniture d'imprimés médicaux | 203 000 000 | CICIT GERTHE LK HOLDING | LK HOLDING Marché n° 2017-0-0-0660/02-24 | 36 480 526 F CFA | | |
| | 4 | PNLS | 651 9901 01 2432 Achat de huit (08) voitures de service | | 175 000 000 | CFAO MOTORS | CFAO MOTORS Marché n° 2017-0-5-0096/02-24 Marché n° 2017-0-5-0097/02-24 Marché n° 2017-0-5-0193/02-24 | Marché n° 2017-0-5-0096/02-24 : 65 999 997 Marché n° 2017-0-5-0097/02-24 : 66 400 000 Marché n° 2017-0-5-0193/02-24 : 42 599 999 | | |

MINISTERE DES TRANSPORTS

A. Constats spécifiques aux différentes procédures

- 1- Les dotations inférieures au seuil de référence
- a) Procédures simplifiées de demande de cotation (PSC)

| | | P | ROCEDURI | E SIMPLIFIEI | E DE DEMANDE I | DE COTATION (PSC) | | |
|--|---------------------|----------------------------|----------------------------|---|---|--|--|--|
| 04 | Nombre de | Nombre | Nombre | Nombre d'opérations | Délai moyen de | OBSERVATIONS | | |
| Structures | lignes vérifiées | d'opérations planifiées | d'opérations contrôlées | conforme (passation et approbation) | passation des opérations | Points forts | Points faibles | |
| Direction des Affaires Financières (DAF) | 04 | 04 | 04 | 00 | Impossible d'apprécier le délai moyen de passation des opérations car la durée totale de | - les opérations ont fait l'objet de planification ; | pas de listes de retrait des formulaires de demande de cotation et de dépôt des factures pro forma ou de devis; les résultats des consultations ne sont pas transmis à la DMP pour publication dans le | |
| Direction Générale des Affaires Maritimes et Portuaires (DGAMP) | 02 | 02 | 02 | 00 | conduite des opérations n'a pu être déterminée en raison de l'absence des listes de retrait des formulaires de demande de cotation et de dépôt des factures pro forma ou de devis | -les supports de consultation utilisés sont conformes aux modèles élaborés par la DMP les marchés ont été exclusivement attribués aux PME. | BOMP; mauvais archivage des documents liés à la passation des marchés publics: l'ensemble des archives relatives aux opérations de passation de marchés publics n'a pas pu être mis à la disposition de la mission. Selon la DAF et la Cellule, l'ensemble de la documentation se trouve dans un autre immeuble qui a connu deux débuts d'incendies, inaccessible depuis le 24 janvier 2018. | |

b) Procédure Simplifiée à compétition Limitée (PSL)

| | | | PROCEDUI | RE SIMPLIF | TEE A CO | MPETITION LIMITEE (PSI | L) |
|--|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------------------|--------------------------------|---|--|
| Structures | Nombre de lignes | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de passation | | OBSERVATIONS |
| Caractares | vérifiées | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | des opérations | Points forts | Points faibles |
| DAF | 01 | 01 | 01 | 00 | | | - le dossier type de consultation en fournitures a été |
| DGAMP | 02 | 02 | 02 | 02 | | - les opérations ont fait l'objet de | utilisé pour une opération de service courant (organisation de séminaire) par la DAF - l'approbation du marché et l'ordre de service de |
| Fonds de Développement des Travaux Routiers (FDTR) | 05 | 05 | 05 | 05 | 12 jours | planification dans le PSPM; -les supports de consultation utilisés sont conformes aux modèles élaborés par la DMP; - les marchés ont été exclusivement attribués aux PME; | démarrer n'ont pas été notifié à l'attributaire - les résultats des consultations ne sont pas transmis à la DMP pour publication dans le BOMP; - l'accessibilité des PME aux contrats n'est pas assez représentative. Les attributaires et les entreprises consultées diffèrent rarement d'une autorité contractante à une autre; - aucune preuve de mandatement des représentants de certains membres dans les COPE; - les procès-verbaux d'ouverture des plis et de jugement des offres ne mentionnent pas la qualité des signataires. |

c) Procédure Simplifiée à compétition Ouverte (PSO)

| | | | PROCEDU | IRE SIMPLIF | IEE A COM | PETITION OUVERTE (PSO) | | |
|--|---|------------|------------------------|----------------------------|---------------------------|---|--|--|
| Structures | Nombre de Nombre lignes d'opérations | | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | d'opérations de passation | | | |
| | vérifiées | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | des opérations | Points forts | Points faibles | |
| Bureau des Enquêtes et des Accidents de l'Aviation (BEA) | 01 | 01 | 01 | 01 | 14 jours | les opérations ont fait l'objet de planification dans le PSPM; les supports de consultation utilisés sont conformes aux modèles élaborés par la DMP. | l'approbation du marché et l'ordre de service de démarrer n'ont pas été notifié à l'attributaire les résultats des consultations ne sont pas transmis à la DMP pour publication dans le BOMP. | |
| DGAMP | 01 | 01 | 01 | 01 | | elabores par la DIVIP. | -aucune preuve de mandatement des représentants de certains membres dans les COPE | |

2-Les dotations supérieures au seuil de référence et inférieures au seuil de contrôle a priori

| | PROCEDURE CLASSIQUE | | | | | | | | | | | |
|--|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------------------|--------------------------------|---|--|--|--|--|--|--|
| Structures | Nombre ligne | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de passation | | OBSERVATIONS | | | | | |
| Suuciures | vérifiées | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | des opérations | Points forts | Points faibles | | | | | |
| Office de la Sécurité Routière (OSER) | 01 | 01 | 01 | 01 | 49 jours | -les supports de consultation utilisés sont conformes aux modèles élaborés par la DMP | les résultats des consultations ne sont pas transmis à la DMP pour publication dans le BOMP; aucune preuve de mandatement des représentants de certains membres dans les COPE; les libellés de la nature des lignes budgétaires sont utilisés comme objet des consultations; le contrat signé par l'autorité contractante et l'attributaire n'est pas daté; -l'Ordre de service de démarrer les prestations n'a pas été formellement notifié à l'entreprise. | | | | | |

Détail des opérations passées en PSC

| N° | Structure | Imputation budgétaires | Nature de la dépense | Dotation | Objet de la consultation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC |
|----|------------------|---------------------------|---|------------|---|---|--------------------|-------------------------------------|
| 1 | | 771 2201 01 6235 | Gardiennage des locaux du Ministère des Transports | 24 221 443 | Gardiennage des locaux du Ministère des Transports | . URIEL SERVICES H24 INTERVENTION . EMMANUEL YKG SERVICE | URIEL SERVICES | 24 120 000 |
| 2 | DAF | 771 2201 01 6214 | Achat d'encres pour imprimantes | 4 325 258 | Achat d'encres pour imprimantes | . STEPH SERVICES . TRAORE ABDOUL KARIM . SODIFAT | STEPH SERVICES | 156 000 |
| 3 | 5711 | 771 2201 01 6214 | Achat de fournitures et consommables pour le matériel informatique | 4 325 258 | Achat de fournitures et consommables pour le matériel informatique | . AM SERVICE PLUS ETS IVOIRIEN DE PRESTATIONS DIVERSES . LA METROPOLE | AM SERVICE PLUS | 312 000 |
| 4 | 771 2201 01 6221 | | Entretien des locaux | 6 055 361 | Entretien des locaux | . EAC SARL . GROUPE GOLY . ABC | EAC SARL | 1 499 992 |
| 5 | | 776 4604 01 6215 | Fourniture de matériel de surveillance des plages et des activités balnéaires | 23 000 000 | Fourniture de matériel de surveillance des plages et des activités balnéaires | . EAB . ECOPREST . ETS CANAAN SERVICE | ECOPREST | 22 892 000 |
| 6 | DGAMP | 776 9101 01 2533 | Fourniture de matériel informatiques au centre secondaire de recherche et de sauvetage en mer et au point de contact ISPS d'Abidjan | 28 000 000 | Fourniture de matériel informatiques au centre secondaire de recherche et de sauvetage en mer et au point de contact ISPS d'Abidjan | . BEDET . GROUP ASAB SARL . AUTOMATIC SECURITE | BEDET | 27 980 000 |

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

A. Constats spécifiques aux différentes procédures

1-Les dotations inférieures au seuil de référence

a) Procédures simplifiées de demande de cotation (PSC)

| | | PR | OCEDURE S | SIMPLIFIEE | DE DEMANDE DE COT | TATION (PSC) | | |
|---|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------------------|--|--|---|--|
| Structures | Nombre de lignes | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de passation | OBSERVATIONS | | |
| | vérifiées | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | des opérations | Points forts | Points faibles | |
| Service Communication, Documentation et Archive (SCDA) | 09 | 09 | 09 | 00 | | | - pas de listes de retrait des formulaires de demande de cotation et de dépôt des factures pro forma ou de devis ; | |
| Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP) | 07 | 07 | 07 | 00 | Impossible d'apprécier le délai moyen de passation | - les opérations ont fait | les formulaires de sélection contiennent des erreurs; les libellés de la nature des lignes budgétaires sont utilisés comme | |
| Direction de la Pédagogie et de la Formation Continue (DPFC) | 03 | 03 | 03 | 00 | des opérations car la durée totale de conduite des opérations n'a pu être déterminée en raison de l'absence des listes de retrait des formulaires de demande | l'objet de planification; -les supports de consultation utilisés sont conformes aux modèles élaborés par la DMP. - les marchés ont été | objet des consultations; - l'accessibilité des PME aux contrats n'est pas assez représentative. Les attributaires et les entreprises consultées diffèrent rarement d'une autorité contractante à une autre; | |
| Direction des Affaires Financières (DAF) | 16 | 16 | 16 | 00 | de cotation et de dépôt des factures pro forma ou de devis | exclusivement attribués aux PME. | les résultats des consultations ne sont pas transmis à la DMP pour publication dans le BOMP; les résultats des consultation ne sont notifiés qu'aux attributaires | |
| Direction des Affaires Financières (DAF Centralisé) | 08 | 08 | 09 | 00 | | | - mauvais archivage des documents liés à la passation des marchés publics. | |

b) Procédure Simplifiée à compétition Limitée (PSL)

| | | | PROCEDU | RE SIMPLIE | TIEE A COMPETI | TION LIMITEE (PSL) | | |
|---|---------------------|---|------------|--------------------------|--|--|--|--|
| Structures | Nombre de lignes | es d'opérations d'opérations conforme p | | d'opérations conforme | Délai moyen de passation des | OBSERVATIONS | | |
| Guactures | vérifiées | | opérations | Points forts | Points faibles | | | |
| Direction des Affaires Financières (DAF Centralisé) | 06 | 06 | 06 | 00 | Impossible d'apprécier le délai moyen de passation des opérations car la durée totale de conduite des opérations n'a pu être déterminée en raison de l'absence des listes de retrait des dossiers de consultation et de dépôt des offres | - les opérations ont fait l'objet de planification dans le PSPM; -les supports de consultation utilisés sont conformes aux modèles élaborés par la DMP; - les marchés ont été exclusivement attribués aux PME. | les résultats des consultations ne sont pas transmis à la DMP pour publication dans le BOMP; l'accessibilité des PME aux contrats n'est pas assez représentative. Les attributaires et les entreprises consultées diffèrent rarement d'une autorité contractante à une autre; aucune preuve de mandatement des représentants de certains membres dans les COPE; les libellés de la nature des lignes budgétaires sont utilisés comme objet des consultations; mauvais archivage des documents liés à la passation des marchés publics. | |

c) Procédure Simplifiée à compétition Ouverte (PSO)

| | PROCEDURE SIMPLIFIEE A COMPETITION OUVERTE (PSO) | | | | | | | | | | |
|------------|--|------------------------|------------------------|------------------------------------|-----------------------------|--------------|----------------|--|--|--|--|
| Structures | Nombre de lignes | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de passation | OB | SERVATIONS | | | | |
| | vérifiées | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | des opérations | Points forts | Points faibles | | | | |
| | Aucune documentation afférente à une opération passée en PSO n'a été mise à la disposition de la mission | | | | | | | | | | |

2-Les dotations supérieures au seuil de référence et inférieures au seuil de contrôle a priori

| | PROCEDURE CLASSIQUE | | | | | | | | | | | |
|------------|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------------------|--------------------------------|--------------|----------------|--|--|--|--|--|
| Structures | Nombre ligne | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de passation | | OBSERVATIONS | | | | | |
| Suuctures | vérifiées | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | des opérations | Points forts | Points faibles | | | | | |

Aucune documentation afférente à une opération passée en procédure classique n'a été mise à la disposition de la mission

Détail des opérations passées en PSC

| N° | Structure | Imputation budgétaire | Nature de la dépense | Dotation | Objet de la consultation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC |
|----|---|--------------------------|---|-----------|---|---|---------------------|-------------------------------------|
| 1 | | 413 2602 01 2411 | Mobilier et matériel de bureau (autre qu'informatique) | 807 478 | Achat et fourniture de mobilier de bureau | -SIMPLEX-CI Sarl - NIANGADOU-IT Service - GIGA STORE | SIMPLEX-CI Sarl | 807 417 |
| 2 | | 413 2602 01 2420 | Matériels informatiques de bureau | 1 291 965 | Matériels et mobiliers informatiques | -SIMPLEX-CI Sarl - NIANGADOU-IT Service - GIGA STORE | SIMPLEX-CI Sarl | 1 291 960 |
| 3 | | 413 2602 01 6211 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau et document | 380 077 | Achats de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | -SIDIBE SITA (2S) -IVOIRE MEGA SERVICES PRO VOCATION | SIDIBE SITA (2S) | 379 800 |
| 4 | | 413 2602 01 6214 | Achats de fournitures et consommables pour le matériels informatiques | 334 247 | Achats de fournitures et consommables pour le matériels informatiques | -SIDIBE SITA (2S) -IVOIRE MEGA SERVICES PRO VOCATION | SIDIBE SITA (2S) | 334 230 |
| 5 | Service Communicati on, Documentati on et Archive | 413 2602 01 6215 | Achats de petits matériels et fournitures techniques | 633 997 | Achats de petits matériels et fournitures techniques | -SIDIBE SITA (2S) -IVOIRE MEGA SERVICES PRO VOCATION | SIDIBE SITA (2S) | 633 990 |
| 6 | (SCDA) | 413 2602 01 6221 | Entretien des locaux (matériels et fournitures d'entretien) | 334 247 | Entretien des locaux (matériels et fournitures d'entretien) | -SIDIBE SITA (2S) - GIGA STORE PRO VOCATION | SIDIBE SITA (2S) | 334 240 |
| 7 | | 413 2602 01 6223 | Entretien des installations électriques, climatiseurs, sanitaires et plomberies | 334 235 | Entretien des installations électriques, climatiseurs, sanitaires et plomberies | -SIMPLEX-CI Sarl - NIANGADOU-IT Service - GIGA STORE | SIMPLEX-CI Sarl | 334 235 |
| 8 | | 413 2602 01 6224 | Entretien et maintenance des mobiliers et matériels informatiques | 334 247 | Entretien et maintenance des mobiliers et matériels informatiques | Non fourni | 2ICE | 330 400 |
| 9 | | 413 2602 01 6225 | Entretien centraux téléphoniques, téléphones, télécopieurs et matériels de télécom | 290 232 | Entretien centraux téléphoniques, téléphones, télécopieurs et matériels de télécom | Non fourni | SIDIBE SITA | 290 228 |

| N° | Structure | Imputation budgétaire | Nature de la dépense | Dotation | Objet de la consultation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC |
|----|--|--------------------------|--|-----------|--|---|-------------------------|-------------------------------------|
| 10 | | 412 1701 01 6214 | Achats de fournitures et consommables pour le matériel informatique | 686 357 | Achats de fournitures et consommables pour le matériel informatique | - SOCON CI - WORD TECH-OFFICE - LCD MULTI-SERVICES | SOCON-CI | 479 998 |
| 11 | | 412 1701 01 6231 | Rémunération de prestations extérieures | 2 535 000 | Rémunération de prestations extérieures | - SIPRES Sarl - WORD TECH-OFFICE - LCD MULTI-SERVICES | SIPRES Sarl | 1 294 577 |
| 12 | Cellule de | 412 1701 01 6231 | Rémunération de prestations extérieures | 2 535 000 | Rémunération de prestations extérieures | - SOCON CI - WORD TECH-OFFICE -SIPREST | SIPRES Sarl | 1 240 423 |
| 13 | Publics (CPIVIP) | 412 1701 01 6215 | Achats de petits matériels et fournitures techniques | 955 516 | Achat de petits matériels et fournitures techniques | - Word Tech-Office - LCD Multi-Services - KT Investissement | SIPREST Sarl | 955 516 |
| 14 | | 412 1701 01 2411 | Mobilier et matériel de bureau (autres qu'informatiques) | 549 086 | Mobilier et Matériel de bureau | - Word Tech-Office - LCD Multi-Services -KT Investissement | KT Investissement | 549 086 |
| 15 | | 412 1701 01 2 6221 | Entretien des locaux (matériels et fournitures d'entretien) | 573 310 | Entretien des locaux (matériels et fournitures d'entretien) | - Word Tech-Office - LCD Multi-Services -KT Investissement | KT Investissement | 573 310 |
| 16 | | 412 1701 01 2 6212 | Fourniture de carburant | 1 076 638 | Fourniture de carburant | TOTAL | TOTAL | 1 888,8 litres |
| 17 | | 413 2501 01 6211 | Achats de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | 465 469 | Achats de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | - Ets KDF et FRERES - PHACOLYS BUSINESS - DMC SERVICE | Ets KDF et FRERES | 1 465 000 |
| 18 | Direction de la Pédagogie et de la Formation Continue (DPFC) | 413 2501 01 6215 | Achat de petits matériels et fournitures techniques | 1 817 946 | Achats de fournitures techniques | -SOGROU GNAMA -GUEDE BAKOULEHI -AGBO MICHELINE | SOGROU GNAMA | 9 452 000 |
| 19 | | 413 2501 01 6223 | Entretien des installations électriques, climatiseurs, sanitaires et plomberie | 139 915 | Entretien des installations électriques, climatiseurs, sanitaires et plomberie | - Blessing Technologie - ORIADE -MECANOGRAPHIE Technique | BLESSING TECHNOLOGIE | 650 000 |

| N° | Structure | Imputation budgétaire | Nature de la dépense | Dotation | Objet de la consultation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC |
|----|---------------------------|--------------------------|---|------------|---|--|----------------------------|-------------------------------------|
| 20 | | 413 2201 01 6231 | Rémunération de | 21 473 819 | Rémunération de prestations extérieures | -FARAFINA Services, - SODEN -BASIC SVCE ET DISTRIBUTION | FARAFINA SERVICE | 11 473 813 |
| | | | prestations extéri | | Rémunération de prestations extérieures | -K GROUP -BS3M -GESTIM | K GROUP | 10 000 000 |
| | | | | | | -EIPEN -MYT TRANSPORT -AFRIC DIFFUSION | EIPEN | 955 000 |
| 21 | | 413 2201 01 6221 | Entretien des locaux (matériels et fournitures d'entretien) | 10 616 242 | Entretien des locaux (matériel et fourniture d'entretien) | -EIPEN -MYT TRANSPORT -AFRIC DIFFUSION | EIPEN | 945 000 |
| | | | | | | -SIMAS -ETS SEREINE -HANNAJO MS | SIMAS | 5 481 171 |
| 22 | Direction des Affaires | 413 2201 01 6223 | Entretien des installations électriques, climatiseurs, sanitaires et plomberies | 234 739 | Entretien des installations électriques, climatiseurs, sanitaires et plomberies | Non fourni | HANNAJO MS | 426 789 |
| 23 | Financières (DAF) | 413 2201 01 6214 | Achat de fournitures et consommables pour le matériels informatiques | 3 760 261 | Achats de consommables informatiques | -ICCG -KASSOGUE ALY ETS ALY ET FRERES -ESPACE INFORMATIQUE | ICCG | 1 740 000 |
| 24 | | 413 2201 01 6215 | Achat de petits matériels et fournitures techniques | 7 292 975 | Achats de petits matériels et fournitures techniques | -ETS SEREINE - HANNAJO MS -ETS DOUTY | ETS SEREINE (1540635 G) | 2 103 000 |
| 25 | 4 | | | | Achats de consommables informatiques | -DAM-CI -ETS AKC -ETS ESPOIR | DAM-CI | 1 286 200 |
| 26 | | | | | Achats de petits matériels et fournitures techniques | -HANNAJO MS -ETS KRYSTAN -ETS SEREINE | ETS SEREINE | 1 415 000 |
| 27 | | | | | Achats de petits matériels et fournitures techniques | -HANNAJO MS -ETS KRYSTAN -ETS SEREINE | ETS KRYSTA | 780 000 |

| N° | Structure | Imputation budgétaires | Nature de la dépense | Dotations | Objet de la consultation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué F CFA TTC |
|----|--|---------------------------|---|---|--|--|--------------------------|----------------------------------|
| 28 | 8 | | Achat de petits matériels et fournitures techniques | | Achat de petits matériels et fournitures techniques | -ASA GROUP SA -SOBA -IVOIRE NET PRESTATIONS | SOBA | 545 750 |
| 29 | | 413 2201 01 6215 | | | | -HANNAJO MS -ETS KRYSTAN -ETS SEREINE | HANNAJO MS | 1 162 880 |
| 30 | 30 Direction des Affaires Financières (DAF) 413 2201 01 6212 | | Fourniture de carburant pour les véhicules de service -PETROCI -TOTAL CI -CORLAY | | -TOTAL CI | PETROCI | 5 000 000 | |
| 31 | | 413 2201 01 6212 | Achat de carburant pour les véhicules de service | 14 285 471 | Fourniture de carburant pour les véhicules de service | -PETROCI -TOTAL CI -CORLAY | PETROCI | 8 000 000 |
| 32 | | | | Fourniture de carburant pour les véhicules de service | -PETROCI -TOTAL CI -CORLAY | TOTAL | 1 280 000 | |
| 33 | | 413 2201 01 6211 | Achat de petits matériels, fourniture de bureau et documentation | 870 585 | Achat de petits matériels, fourniture de bureau et documentation | -2S SIDIBE SITA -IMS -PRO VOCATION | 2S SIDIBE SITA | 379 800 |
| 34 | | | | | Achat de fourniture de bureau | -HANNAJO MS -ETS KRYSTAN -KOUAME AHOU SIMONE | KOUAME AHOU SIMONE | 490 785 |

| N° | Structure | Imputation budgétaire | Nature de la dépense | Dotation | Objet de la consultation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC |
|----|--|---|---|------------|--|---|----------------|-------------------------------------|
| 35 | | | Matériels | | Matériels informatiques de bureau | -NIANGADOU IT SVCES -SIIMPEX-CI -GIGA STORE | SIIMPEX-CI | 3 554 600 |
| 36 | | | | 14 253 790 | Matériels informatiques de bureau | -EIDS -GPS-CI -LES 3 ANGES | EIDS | 4 86 600 |
| 37 | | 413 4501 01 2420 | informatiques de bureau | | Matériels informatiques de bureau | -ETS SFD -NOTECH -ETS KRYSTA | ETS SFD | 710 000 |
| 38 | | | | | Matériels informatiques de bureau | -ETS TASERO -ETS MIGNO -SKK DISTRIBUTION | ETS TASERO | 5 000 000 |
| 39 | Direction des Affaires Financières | Affaires Financières Centralisée (DAF CENTRALISE) 413 4501 01 6211 f | Achat de petits matériels, fourniture de bureau et documentatio n | 8 157 657 | Achat de fournitures de bureau | - ETS DOUTY -HANNAJO MS -ETS KRYSTA | HANNAJO MS | 999 932 |
| 40 | | | | | Achat de petits matériels, fourniture de bureau et documentation | -EST DOUTY -SALIMATA DIOMANDE -ETS LAZBY | ETS DOUTY | 2 531 500 |
| 41 | | | | | Achat de fourniture de bureau | -ETS KRYSTA -ETS SEREINE -HANNAJO MS | ETS SEREINE | 1 250 000 |
| 42 | | | | | Achats de petits matériels et fournitures informatiques | -LOMEKO SERVICE -CB-INFOR -DAVIDE CENTER | LOMEKO SERVICE | 999 932 |
| 43 | | | | | Achat de fourniture de bureau | -KOUAME AHOU SIMONE -HANNAJO MS -ETS SEREINE | KOUAME AHOU | 333 595 000 |
| 44 | | 413 4501 01 2449 | Autres matériels et outillages techniques | 8 157 657 | Autres matériels et outillages techniques | -SIMAS SARL -ETS SEREINE -ETS DOUTY | SIMAS SARL | 8 157 635 |

MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES

A. Constats spécifiques aux différentes procédures

- 1- Les dotations inférieures au seuil de référence
- a) Procédure Simplifiée de demande de Cotation (PSC)

| | PROCEDURE SIMPLIFIEE DE DEMANDE DE COTATION (PSC) | | | | | | | | | | |
|--|---|--------------------------------------|------------------------|---|--|---|--|---|--|--|--|
| Structures | Nombre de lignes vérifiées | Nombre d'opérations planifiées | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme (passation et approbation) | Délai moyen de | OBSERVATIONS | | | | | |
| Structures | | | contrôlées | | passation des opérations | Points forts | Points faibles | | | | |
| Direction des Affaires Financières et du Patrimoine (DAFP) | 05 | 50 | 05 | 00 | conduite des opérations n'a pu être déterminée en raison de l'absence des listes de retrait des formulaires de | d'apprécier le délai moyen de passation des opérations car la durée totale de conduite des opérations n'a pu être déterminée en raison de l'absence des listes de retrait des formulaires de demande de cotation et de dépôt des factures pro forma ou de | | pas de liste de retrait du support de consultation et de liste de dépôt des plis pour les cinq (05) opérations opérations non planifiées dans le PSPM le montant du marché n'est pas précisée sur la fiche de sélection le formulaire de sélection n'est pas daté pour permettre l'estimation du délai de passation | | | |
| CABINET MIE | 04 | 04 | 04 | 00 | | | conduite des opérations n'a pu être déterminée en raison de l'absence des listes de retrait des formulaires de | -les modèles de supports de consultation et de sélection élaborés par la DMP sont utilisés pour le mise en œuvre des opérations - les marchés sont exclusivement attribués aux Petites et Moyennes | pas de liste de retrait du support de consultation et de liste de dépôt des plis pour les quatre (04) opérations opérations non planifiées dans le PSPM l'estimation du projet n'est pas précisée sur la fiche de sélection le formulaire de sélection n'est pas daté pour permettre l'estimation du délai de passation | | |
| Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP) | 04 | 04 | 04 | 00 | | | Entreprises (PME) | pas de liste de retrait du support de consultation et de liste de dépôt des plis pour les quatre (04) opérations opérations non planifiées dans le PSPM l'estimation du projet n'est pas précisé sur la fiche de sélection le formulaire de sélection n'est pas daté pour permettre l'estimation du délai de passation | | | |

| | PROCEDURE SIMPLIFIEE DE DEMANDE DE COTATION (PSC) | | | | | | | | | | | |
|--|---|------------------------|------------------------|------------------------------------|---|---|---|--|--|--|--|--|
| Structures | Nombre de lignes | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de passation des | OBSERVATIONS | | | | | | |
| Structures | vérifiées | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | opérations | Points forts | Points faibles | | | | | |
| Direction Générale des Infrastructures Routières (DGIR) | 04 | 04 | 04 | 00 | Impossible d'apprécier le | | pas de planification dans le PSPM pas de liste de retrait du support de consultation et de liste de dépôt des plis pour quatre (04) opérations pas de planification dans le PSPM le formulaire de consultation n'est utilisé pour | | | | | |
| Direction des Infrastructures Routières (DIR) | 04 | 04 | 04 | 00 | délai moyen de passation des opérations car la durée totale de conduite des opérations n'a pu être déterminée en raison de l'absence des listes de retrait des formulaires de demande de cotation et de | - les modèles de supports de sélection élaborée par la DMP sont utilisés - les marchés sont exclusivement attribués aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) | la mise en œuvre de l'opération par conséquence le délai de passation être déterminé - l'accessibilité des PME aux contrats n'est pas assez représentative. Les attributaires et les entreprises consultées diffèrent rarement d'une autorité contractante à une autre; - pas de preuve d'affichage des résultats dans les locaux des autorités contractantes | | | | | |
| Direction de l' Environnement de la Normalisation et de la Réglementation (DENR) | 02 | 02 | 02 | 00 | dépôt des factures pro forma ou de devis | | Pas de système d'archivage des documents : aucun document des 10 opérations qui auraient dues être passées en PSC. n'a été transmis à l'équipe de contrôle de la DMP. | | | | | |

b) Procédure Simplifiée à compétition Limitée (PSL)

| | PROCEDURE SIMPLIFIEE A COMPETITION LIMITEE (PSL) | | | | | | | | | | | |
|------------|--|----------------------------|------------------------|------------------------------------|--|--|---|--|--|--|--|--|
| Structures | Nombre d'opérations | Nombre | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | passation des opérations | OBSERVATIONS | | | | | | |
| Structures | d'opérations vérifiées | d'opérations planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | | Points forts | Points faibles | | | | | |
| DAFP | 04 | 04 | 04 | 00 | Impossible d'apprécier le délai moyen de passation des opérations car la durée totale de conduite des opérations n'a pu être déterminée en raison de l'absence des listes de retrait des dossiers de consultations | - les modèles de supports élaborés par la DMP sont utilisés - les marchés sont exclusivement attribués aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) | - mandats de représentation des membres de la COPE non fournis; . aucune preuve de la validation du dossier par la Cellule; . non transmission des résultats à la Cellule pour information; . Notification des résultats uniquement à l'attributaire; . Courrier de notification de l'approbation au titulaire non fourni; -courrier de notification de l'ordre de démarrer non fourni mauvais archivage des documents liés à la passation des marchés publics. | | | | | |

c) Procédure Simplifiée à compétition Ouverte (PSO)

| | PROCEDURE SIMPLIFIEE A COMPETITION OUVERTE (PSO) | | | | | | | | | | | |
|------------|--|------------------------|------------------------|------------------------------------|--------------------------------|--------------|----------------|--|--|--|--|--|
| Structures | | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de passation | | | | | | | |
| Structures | vérifiées | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | des opérations | Points forts | Points faibles | | | | | |
| | Aucune opération en PSO | | | | | | | | | | | |

d) Procédure classique

| | PROCEDURE CLASSIQUE | | | | | | | | | | |
|---|------------------------|----------------------------|----------------------------|------------------------------------|--------------------------------|--------------|----------------|--|--|--|--|
| Standard | Nombre d'opérations | Nombre | Nombre | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de | OBSERVATIONS | | | | | |
| Structures | vérifiées | d'opérations planifiées | d'opérations contrôlées | (passation et approbation) | passation des opérations | Points forts | Points faibles | | | | |
| Aucune opération en procédure classique | | | | | | | | | | | |

Détail des opérations en PSC

| N° | Structure | Imputation budgétaire | Nature de la dépense | Dotation | Objet de la consultation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC |
|----|-----------|---|---|------------|---|---|----------------------------------|----------------------------------|
| 1 | | 711 1702 01 2411 | Mobilier et matériels de bureau autre qu'informatique | 3 771 625 | Achat Mobilier et matériels de bureau autre qu'informatique | . MB3 . KOSIS SERVICES . GLOBAL TRADE | MB3 0514243 C | 3000 000 |
| 2 | | 711 1702 01 6214 | Achat de fourniture et consommables pour le matériel informatique | 4 148 787 | Achat de fourniture et consommables pour le matériel informatique | . MD SARL ; . LES PRESSES D'ALIKA ; . PII | MD SARL 1709556 P | 905 060 |
| 3 | DAFP | 711 1702 01 6223 | Entretien des installations électriques, climatiseurs, sanitaires et plomberies | 12 000 000 | Entretien des installations électriques, climatiseurs, sanitaires et plomberies | . BURTECH ; . NOUR SERVICE ; . SENEVE SERVICE | BURTECH; 1011010 J | 10 000 000 |
| 4 | | 711 4501 01 6223 | Entretien des installations électriques, climatiseurs, sanitaires et plomberies | 12 000 000 | Entretien des installations électriques, climatiseurs, sanitaires et plomberies | . CITECH .INFOP-CI . FMD | CITECH 0706758 H | 2000 000 |
| 5 | | 711 2201 01 6221 | Entretien des locaux (matériel et fournitures d'entretien) | 1 131 487 | Entretien des locaux (matériel et fournitures d'entretien) | .PRESTIGE SERVICE .ABOMY . LYS MULTI- SERVICES | PRESTIGE SERVICE 1552830 Y | 1 130 000 |
| 6 | | 711 1101 01 2420 | Matériel informatique de bureau | 1 810 380 | Matériel informatique de bureau | . CITECH .SAFS SARL . INFOP-CI | CITECH 0706758 H | 793 000 |
| 7 | CABINET | 711 1101 01 6211 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau et documentations | 3 771 625 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau et documentations | . CITECH .SAFS SARL . INFOP-CI | CITECH 0706758 H | 2 647 920 |
| 8 | CABINET | 711 1101 01 6211 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau et documentations | 3 771 625 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau et documentations | . MADY BTP . ROKY PRESTA . ENBEC | MADY BTP 1552830 Y | 1 121 000 |
| 9 | | 711 1101 01 6221 | Entretien des locaux (matériels et fournitures d'entretien) | 754 325 | Entretien des locaux (matériels et fournitures d'entretien) | . CITECH . AUP . SMD | CITECH 0706758 H | 754 300 |
| 10 | | 711 1702 01 2411 | Mobilier et matériels de bureau | 1 131 487 | Mobilier et matériels de bureau | . CF/BUSINESS . GENIE + . PACIFIQUE INFORMATIQUE | CF/BUSINES S 1616580 W | 232 000 |
| 11 | СРМР | 711 1702 01 6211 Achat de petits matériels, fournitures de bureau et documentations Achat de petits matériels et fournitures techniques | | 980 622 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau et documentations | . ABOMY . PRESTIGE SERVICE . BOGA | ABOMY 0217675 K | 980 500 |
| 12 | | | | 754 325 | Achat de petits matériels et fournitures techniques | . EGS . BAKAYOKO AIBA (EBAF) . EDD | EGS 1005322 W | 754 000 |
| 13 | | 711 1702 01 6231 Rémunération de prestations extérieures d'entretien | | 3000 000 | Rémunération de prestations extérieures d'entretien | . IV-SYNAPSE . AXIS-CI . MYFAS | . IV-SYNAPSE 1306103 E | 3000 000 |

| N° | Structure | Imputation budgétaire | Nature de la dépense | Dotation | Objet de la consultation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC |
|----|-----------|-----------------------|--|-----------|--|---|---|----------------------------------|
| 14 | | 772 2101 01 2411 | Mobilier et matériels de bureau autre qu'informatique | 1 508 650 | Mobilier et matériels de bureau autre qu'informatique | . ETS YKS . LEADER BUROTIC . CMIE-CI | .ETS YKS 0803157 E | 500 000 |
| 15 | DGIR | 772 2101 01 2420 | Matériel informatique de bureau | 905 190 | Matériel informatique de bureau | . KIABI NEGOCES & PRESTATIONS DIVERSES . OPSI . EDS | KIABI NEGOCES & PRESTATION S DIVERSES 1341339 K | 650 000 |
| 16 | | 772 2101 01 6215 | Achat de petits matériels et fournitures techniques | 150 865 | Achat de petits matériels et fournitures techniques | . DMIR SERVICES . GENY TELECOM ASSISTANCE . ECIR-CI | DMIR SERVICES 1621004 Z | 150 000 |
| 17 | | 772 2101 01 6221 | Entretien des locaux (matériels et fournitures d'entretien) | 603 460 | Entretien des locaux (matériels et fournitures d'entretien) | . EDS . VANGAH MABIE . OPSI | EDS 0803154 E | 603 460 |
| 18 | | 772 2502 01 2420 | Matériel informatique de bureau | 905 190 | Matériel informatique de bureau | . OPSI . HANJ MULTI SERVICES . EDS | OPSI 1341762 K | 210 000 |
| 19 | DIR | 772 2502 01 6214 | Achat de fourniture et consommables pour le matériel informatique | 603 460 | Achat de fourniture et consommables pour le matériel informatique | . ETS YKS . LYS MULTI SERVICES . ETS MARYKA SERVICE | ETS YKS 0803154 E | 306 557 |
| 20 | | 772 2504 01 6221 | Entretien des locaux (matériels et fournitures d'entretien) | 1 131 487 | Entretien des locaux (matériels et fournitures d'entretien) | . ETS YKS . LESADER BUROTIC . CMIE/CI | ETS YKS 0803154 E | 500 000 |
| 21 | | 772 2502 01 6223 | Entretien des installations électriques, climatiseurs, sanitaires et plomberie | 150 865 | Entretien des installations électriques, climatiseurs, sanitaires et plomberie | . EDS . OPSI . VANGAH MABIE | EDS 0410325 A | 120 330 |
| 22 | | 772 2504 01 2420 | Matériel informatique de bureau | 905 190 | Fourniture de Matériel informatique | .OPSI . HANJ MULTI SERVICES . EDS | OPSI 1341762 K | 850 000 |
| 23 | DENR | 772 2504 01 6214 | Achat de fourniture et consommables pour le matériel informatique | 377 163 | Achat de fourniture et consommables pour le matériel informatique | . ETS YKS . LYS MULTI SERVICES . ETS MARYKA SERVICE | ETS YKS 0803154 E | 286 577 |
| 24 | | 772 2504 01 6263 | Abonnements et consommation internet | 301 730 | Abonnements et consommation internet | . UNISS . OUASSI TECHNOLOGIE . OUELE INFORMATIQUE | UNISS 1265895 W | 301 728 |

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

A. Constats spécifiques aux différentes procédures

- 1-Les dotations inférieures au seuil de référence
- a)-Procédures simplifiées de demande de cotation (PSC)

| | PROCEDURE SIMPLIFIEE DE DEMANDE DE COTATION (PSC) | | | | | | | | | | | |
|---|---|--|------------------------|------------------------------------|---|--|---|--|--|--|--|--|
| Structures | Nombre de lignes | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de passation des | | OBSERVATIONS | | | | | |
| Structures | vérifiées | | Points forts | Points faibles | | | | | | | | |
| Direction des Examens et Concours (DEC) | 01 | | 01 | | | | | | | | | |
| Compagnie Républicaine de Sécurité 1 Williams ville (CRS 1) | 01 | | 01 | | | | aucune preuve de planification des opérations dans le PGPM et le PSPM n'a été fournie | | | | | |
| Unité de Lutte contre la Criminalité Transnationale (UCT) | 01 | | 02 | 00 | Impossible d'apprécier le délai | | les libellés de la nature des lignes budgétaires sont utilisés comme objet des consultations; | | | | | |
| Brigade Spéciale de Protection (BSP) | 01 | La preuve de planification | 01 | | moyen de passation des opérations car la durée totale de | -les supports de consultation utilisés sont | l'accessibilité des PME aux contrats n'est pas assez représentative. Les attributaires et les entreprises consultées diffèrent rarement d'une | | | | | |
| Comité Interministériel de la Lutte (CILAD) | 01 | des opérations n'a pas été mise à la | 01 | | conduite des opérations n'a pu être déterminée en raison de l'absence des listes de retrait des formulaires de demande de | conformes aux modèles élaborés par la DMP ; - les marchés sont | autorité contractante à une autre ; - la majorité des contrats signés par les autorités contractantes et les | | | | | |
| Direction des Affaires Financières et du Matériel (DAFM) | 04 | disposition de la mission | 04 | | | exclusivement attribués aux PME. | attributaires ne sont pas datés ; - les résultats des consultations ne sont pas transmis à la DMP pour | | | | | |
| Unité de Lutte contre le Racket (ULR) | 04 | | 04 | | cotation et de dépôt des factures pro forma ou de devis | | publication dans le BOMP ; - les résultats des consultations ne sont notifiés qu'aux attributaires ; | | | | | |
| Direction de la Police Scientifique (DPS) | 04 | | 04 | | | | - les ordres de service de démarrer les prestations, travaux ou fournitures ne sont pas notifiés aux attributaires par écrit. | | | | | |
| Direction du Laboratoire Central de la Police (DLCP) | 02 | | 02 | | | | oon. | | | | | |

| PROCEDURE SIMP | PROCEDURE SIMPLIFIEE DE DEMANDE DE COTATION (PSC) | | | | | | | | | | | |
|--|---|------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|--|---|---|--|--|--|--|--|
| Structures | Nombre de lignes | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de passation des | | OBSERVATIONS | | | | | |
| Structures | vérifiées | planifiées | contrôlées (passation et approbation) | | opérations | Points forts | Points faibles | | | | | |
| Direction des Transmissions (DT) | 05 | | 05 | | | | | | | | | |
| Direction des Renseignements Généraux (DRG) | 03 | | 03 | | | | | | | | | |
| Force d'Intervention Rapide de la Police Nationale (FIR) | 05 | | 05 | | Impossible d'apprécier le délai | | aucune preuve de planification des opérations dans un PSPM n'a été fournie; | | | | | |
| Direction Centrale de la Police Judiciaire (DPJ) | 02 | | 02 | | moyen de passation des opérations car la | | les résultats des consultations ne sont pas transmis à la DMP pour publication dans le BOMP; | | | | | |
| Direction de la Surveillance du Territoire (DST) | 01 | | 01 | 00 | durée totale de conduite des opérations n'a pu | -les supports de consultation utilisés sont conformes aux modèles élaborés par la DMP; | les libellés de la nature des lignes budgétaires sont utilisés comme objet des consultations; | | | | | |
| Direction du Personnel de la Police Nationale (DPPN) | 04 | | 04 | 00 | être déterminée en raison de l'absence des listes de retrait des formulaires de | - les marchés ont été exclusivement attribués aux PME. | - le contrat signé par l'AC et l'attributaire n'est pas daté ; | | | | | |
| Compagnie Républicaine de Sécurité 2 Marcory (CRS 2) | 03 | | 03 | | demande de cotation et de dépôt des factures | | les résultats des consultations ne sont notifiés qu'aux attributaires | | | | | |
| Unité de Régulation de la Circulation (URC) | 03 | | 03 | | pro forma ou de devis | | -l'Ordre de service de démarrer les prestations n'a pas été notifié à l'entreprise retenue par écrit. | | | | | |
| Direction des Unités d'Intervention (DUI) | 02 | | 02 | | | | , | | | | | |
| Service de la Voie Publique (SVP) | 02 | | 02 | | | | | | | | | |

| | | P | ROCEDURE | E SIMPLIFIER | E DE DEMANDE I | DE COTATION (PSC) | |
|--|---------------------|---|------------------------|------------------------------------|---|---|--|
| Structures | Nombre de lignes | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de passation des | | OBSERVATIONS |
| Ou delates | vérifiées | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | opérations | Points forts | Points faibles |
| Direction des Examens et Concours (DEC) | 02 | | 02 | | | | |
| Force de Recherche et d'Assaut de la Police (FRAP) | 02 | La preuve | 02 | | Impossible d'apprécier le délai moyen de passation | | aucune preuve de planification des opérations dans un PSPM n'a été fournie les résultats des consultations ne sont pas transmis à la DMP pour publication |
| Direction de la Formation et de l'Ecole Nationale de Police (DFENP) | 01 | de planification des opérations n'a pas été | 01 | 00 | des opérations car la durée totale de conduite des opérations n'a pu être déterminée en raison de l'absence des listes de retrait des formulaires de demande de | -les supports de consultation utilisés sont conformes aux modèles élaborés par la DMP; - les marchés ont été exclusivement attribués aux PME. | dans le BOMP; - les libellés de la nature des lignes budgétaires sont utilisés comme objet des consultations |
| Brigade Anti-émeutes (B.A.E) | 02 | mise à la disposition de la | 02 | | | | les résultats des consultations ne sont notifiés qu'aux attributaires ; le centret signé per l'AC et l'attributaire. |
| Direction des Examens et Concours | 02 | mission | 02 | | cotation et de dépôt des factures pro forma ou de devis | | le contrat signé par l'AC et l'attributaire n'est pas daté; -l'Ordre de service de démarrer les |
| Unité de Régulation de la Circulation | 03 | | 03 | | | | prestations n'a pas été notifié à l'entreprise retenue par écrit. |
| Service de la voie publique | 02 | | 02 | | | | |
| Service Armes et Munitions | 03 | | 03 | | | | |

| | | P | ROCEDURE | E SIMPLIFIER | E DE DEMANDE D | DE COTATION (PSC) | | |
|---|---------------------|--|----------------------------|------------------------------------|--|--|--|--|
| Structures | Nombre de lignes | Nombre d'opérations | Nombre | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de | OBSERVATIONS | | |
| Structures | vérifiées | planifiées | d'opérations contrôlées | (passation et approbation) | passation des opérations | Points forts | Points faibles | |
| Direction Générale de la Police Nationale | 03 | La preuve de | 03 | | Impossible d'apprécier le délai moyen de passation des opérations car la | -les supports de | aucune preuve de planification des opérations dans un PSPM n'a été fournie les résultats des consultations ne sont pas transmis à la DMP pour publication | |
| Direction des Unités d'Intervention | 03 | planification des opérations n'a pas été mise à la | 03 | 00 | durée totale de conduite des opérations n'a pu être déterminée en raison de l'absence des | consultation utilisés sont conformes aux modèles élaborés par la DMP; - les marchés ont été | dans le BOMP; - les libellés de la nature des lignes budgétaires sont utilisés comme objet des consultations; | |
| Direction du Laboratoire Central de la Police | 03 | disposition de la mission | 03 | | listes de retrait des formulaires de demande de cotation et de dépôt des factures pro forma ou de devis | exclusivement attribués aux PME. | le contrat signé par l'AC et l'attributaire n'est pas daté; les résultats des consultations ne sont notifiés qu'aux attributaires; -l'ordre de service de démarrer les | |
| Direction des Services de Santé de la Police Nationale | 03 | | 03 | | | | prestations n'a pas été notifié à l'entreprise retenue par écrit. | |

b)-Procédure Simplifiée à compétition Limitée (PSL)

| | PROCEDURE SIMPLIFIEE A COMPETITION LIMITEE (PSL) | | | | | | | | | | | |
|------------|--|---|------------------------|------------------------------------|--|--|---|--|--|--|--|--|
| Structures | Nombre de lignes | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de passation des | OBSERVATIONS | | | | | | |
| Structures | vérifiées | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | opérations | Points forts | Points faibles | | | | | |
| DAF | 01 | La preuve de planification des opérations n'a pas été mise à la disposition de la mission | 01 | 00 | Impossible d'apprécier le délai moyen de passation des opérations car la durée totale de conduite des opérations n'a pu être déterminée en raison de l'absence des listes de retrait des formulaires de demande de cotation et de dépôt des factures pro forma ou de devis | -le support de consultation utilisé est conforme au modèle élaboré par la DMP ; - le marché a été attribué à une PME. | aucune preuve de validation du dossier de consultation par la Cellule de passation des marchés publics n'a été fournie; les résultats des consultations ne sont pas transmis à la DMP pour publication dans le BOMP; les libellés de la nature des lignes budgétaires sont utilisés comme objet des consultations; le contrat signé par l'AC et l'attributaire n'est pas daté; les résultats des consultations ne sont notifiés qu'aux attributaires; l'ordre de service de démarrer les prestations n'a pas été notifié à l'entreprise retenue par écrit. | | | | | |

c)-Procédure Simplifiée à compétition Ouverte (PSO)

| | PROCEDURE SIMPLIFIEE A COMPETITION OUVERTE (PSO) | | | | | | | | | | | | |
|------------|--|--|------------------------|------------------------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| Structures | Nombre de lignes | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de passation des | | OBSERVATIONS | | | | | | |
| | vérifiées | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | opérations | Points forts | Points faibles | | | | | | |
| DAF | 03 | La preuve de planification des opérations n'a pas été mise à la disposition de la mission | 03 | 00 | Impossible d'apprécier le délai moyen de passation des opérations car la durée totale de conduite des opérations n'a pu être déterminée en raison de l'absence des listes de retrait des formulaires de demande de cotation et de dépôt des factures pro forma ou de devis | les supports de consultation utilisés sont conformes aux modèles élaborés par la DMP; - les marchés ont été exclusivement attribués aux PME. | -absence de liste de retrait du dossier de consultation et de liste de dépôt des plis ; - pas de preuve de la validation du Dossier de consultation par la CPMP; - pas d'information sur l'imputation budgétaire et le montant de l'estimation dans le PV d'ouverture; - notification des résultats uniquement à l'attributaire; - courrier de notification de l'approbation du contrat au titulaire non fourni; - absence de preuve de notification de l'ordre de service; - les résultats des consultations ne sont pas transmis à la DMP pour publication dans le BOMP. | | | | | | |

2-Les dotations supérieures au seuil de référence et inférieures au seuil de contrôle a priori

| | PROCEDURE CLASSIQUE | | | | | | | | | | | |
|------------|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|
| Structures | Nombre ligne | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de | | OBSERVATIONS | | | | | |
| Structures | vérifiées | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | passation des opérations | Points forts | Points faibles | | | | | |
| DAF | 01 | 01 | 01 | 00 | - Impossible d'apprécier le délai moyen de passation des opérations car la durée totale de conduite des opérations n'a pu être déterminée en raison de l'absence des listes de retrait des formulaires de demande de cotation et de dépôt des factures pro forma ou de devis | -le DTAO en vigueur est utilisé - l'opération a fait l'objet de planification dans le PGPM et le PPM | Opération en PSO toutefois opération menée selon le processus classique; Absence de liste de retrait du DAO et de dépôt des offres COJO présidée par le Sous-directeur de l'Entretien et des Travaux; Mandats de représentation des représentants dans la COJO non fournis; Sur le PV d'ouverture, estimation administrative de l'opération non précisée, imputation budgétaire non précisée et la signature des membres de la COJO détachée du reste du document; Le marché (dossier original) ne comporte pas de pièces fiscales et sociales; absence de publicité des résultats des travaux de la COJO non-respect du délai de recours éventuels absence de notification de l'approbation du contrat au titulaire -absence de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations | | | | | |

| N° | Structure | Imputation budgétaire | Nature de la dépense | Dotation | Objet de la consultation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC |
|----|---|-----------------------|---|-----------|---|--|---------------------------|-------------------------------|
| 1 | Direction des Examens et Concours (DEC) | 253 2205 01 6215 | Achat de petits matériels | 1 102 941 | Achats de petits matériels et fournitures techniques | -EERTA CI -S.O.I.P.CI -PRESTIGE BATIMENT ET DIVERS | EERTA CI | 594 485 |
| 2 | Compagnie Républicaine de Sécurité 1 Williams ville (CRS 1) | 253 2711 01 6214 | Achats de fournitures et consommables pour le matériels informatiques | 735 294 | Achats de fournitures et consommables pour le matériels informatiques | -YAYA COULIBALY -ETS Y.K.S SARL -GYAK-SERVICES | YAYA COULIBALY | 700 000 |
| 3 | Unité de Lutte contre la | 253 2715 | Achats de fournitures et | 3 460 206 | Achats de fournitures et consommables pour le matériels informatiques | -SOGROU GNAMA PIERRE -AGBO MICHELINE -GUEDE BAKOULEHI CECILE | SOGROU GNAMA PIERRE | 500 000 |
| 4 | Criminalité Transnationale (UCT) | 01 6214 | consommables pour le matériels informatiques | 3 400 200 | Achats de fournitures et consommables pour le matériels informatiques | -SOGROU GNAMA PIERRE -AGBO MICHELINE -GUEDE BAKOULEHI CECILE | SOGROU GNAMA PIERRE | 1 000 000 |
| 5 | Brigade Spéciale de Protection (BSP) | 253 2710 01 6212 | Achats de carburants pour les véhicules de service | 1 102 941 | Achats de carburants pour les véhicules de service | -TOTAL CI -PETRO IVOIRE -PETROCI | TOTAL CI | 594 485 |
| 6 | Comité Interministériel de la Lutte (CILAD) | 253 1401 01 6212 | Achats de carburants pour les véhicules de service | 1 102 941 | Achats de carburants pour les véhicules de service | -TOTAL CI -PETRO IVOIRE -PETROCI | TOTAL CI | 594 485 |
| 7 | | 251 2201 01 6212 | Achats de carburants pour les véhicules de service | 2 699 999 | Achats de carburants pour les véhicules de service | -CORLAY -OILIBYA -TOTAL | OILIBYA | 1 455 299 |
| 8 | Direction des Affaires Financières et du Matériel | 314 1602 01 6212 | Achats de carburants pour les véhicules de service | 1 559 750 | Achats de carburants pour les véhicules de service | -CORLAY -OILIBYA -TOTAL | OILIBYA | 840 705 |
| 9 | (DAFM) | 314 2601 01 6212 | Achats de carburants pour les véhicules de service | 1 470 588 | Achats de carburants pour les véhicules de service | -CORLAY -OILIBYA -TOTAL | OILIBYA | 792 647 |
| 10 | | 341 2601 01 6212 | Achats de carburants pour les véhicules de service | 1 470 588 | Achats de carburants pour les véhicules de service | -CORLAY -OILIBYA -TOTAL | OILIBYA | 1 323 720 |

| N° | Structure | Imputation budgétaire | Nature de la dépense | Dotation | Objet de la consultation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC |
|----|--------------------------------|-----------------------|---|------------|---|--|---|----------------------------------|
| 11 | | 251 1402 01 6212 | Achats de carburants pour les véhicules de service | 19 031 134 | Achats de carburants pour les véhicules de service | -CORLAY -OILIBYA -TOTAL | OILIBYA | 10 257 781 |
| 12 | Unité de Lutte contre le | 251 1402 01 6214 | Achats de fournitures et consommables pour le matériels informatiques | 8 650 515 | Achats de fournitures et consommables pour le matériels informatiques | -EZANE EBOUAPHO SYLVAIN RAYMOND -GLOBAL CORPORATION -WOLRD LEADER | EZANE EBOUAPHO SYLVAIN RAYMOND | 3 599 997 |
| 13 | Racket (ULR) | 251 1402 01 6215 | Achats de petits matériels et fournitures techniques | 8 650 515 | Achats de petits matériels et fournitures techniques | -A.Z Universelle Informatique -IVOIRE TECHNOLOGIES SERVICES -ETS BETHEL | ETS BETHEL | 4 662 000 |
| 14 | | 251 1402 01 6221 | Entretien des locaux (matériel et fourniture d'entretien) | 2 768 165 | Entretien des locaux (matériel et fourniture d'entretien) | -WORLD LEASER -GLOBAL CORPORATION -EZANE EBOUAPHO SYLVAAIN RAYMOND | EZANE EBOUAPHO SYLVAIN RAYMOND | 1 399 999 |
| 15 | | 253 2509 01 6223 | Entretien des installations électriques, climatiseurs, sanitaires et plomberies | 11 617 642 | Entretien des installations électriques, climatiseurs, sanitaires et plomberies | -IVOIRE BUREAUTIQUE -DISTRICOM -ENTREPRISE IVOIRE DES GRANDS TRAVAUX | IVOIRE BUREAUTIQUE | 5 000 000 |
| 16 | Direction de la Police | 253 2509 01 6221 | Entretien des locaux (matériel et fourniture d'entretien) | 7 198 057 | Entretien des locaux | -ENTREPRISE KOUADIOαFILS SERVICE -BAKAYOKO BINTOU -ANIZANOT | ANIZANOT | 3 879 753 |
| 17 | Scientifique (DPS) | 253 2509 01 6223 | Entretien des installations électriques, climatiseurs, sanitaires et plomberies | 3 441 175 | Entretien d'un groupe électrogène | - ENTREPRISE KOUADIOαFILS SERVICE -BAKAYOKO BINTOU -ANIZANOT | ANIZANOT | 1 261 909 |
| 18 | | 253 2509 01 6214 | Achats de fournitures et consommables pour le matériel informatique | 1 838 234 | Consommables pour le matériel informatique | -IVOIRE BUREAUTIQUE SERVICES -ETS KM -DISTRICOM | IVOIRE BUREAUTIQUE ET SERVICES | 346 500 |
| 19 | Direction du Laboratoire | 253 2512 01 6219 | Autres achats de fournitures | 2 292 387 | Autres achats de fournitures | -EMMASON PRODUCTION -CHINAZA TRADING -CHIBIS EENTREPRISE | EMMASON PRODUCTION | |
| 20 | Central de la Police (DLCP) | 253 2512 01 6215 | Achats de petits matériels et fournitures techniques | 1 577 205 | Achats de petits matériels et fournitures techniques | -EMMASON PRODUCTION -CHINAZA TRADING -CHIBIS EENTREPRISE | EMMASON PRODUCTION | |

| N° | Structure | Imputation budgétaire | Nature de la dépense | Dotation | Objet de la consultation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC |
|----|--|-----------------------|---|-----------|---|--|----------------------|-------------------------------|
| 21 | | 251 2501 01 6223 | Entretien des installations électriques, climatiseurs, sanitaires et plomberies | 1 102 941 | Entretien des installations électriques, climatiseurs, sanitaires et plomberies | -CANALOE SERVICES -ETS FANI MOHAMED -TKC SERVICES | CANALOE SERVICES | 350 000 |
| 22 | | 251 2501 01 6231 | Rémunération de prestations extérieures | 1 700 000 | Rémunération de prestations extérieures | -CANALOE SERVICES -ETS FANI MOHAMED -TKC SERVICES | CANALOE SERVICES | 850 000 |
| 23 | Direction des Transmissions (DT) | 251 2501 01 6215 | Achat de petits matériels et fournitures | 621 659 | Achat de petits matériels et fournitures | -CANALOE SERVICES -ETS FANI MOHAMED -TKC SERVICES | CANALOE SERVICES | 200 000 |
| 24 | | 251 2501 01 6211 | Achat de fournitures de bureau et documentation | 1 406 296 | Achat de fournitures de bureau et documentation | -CANALOE SERVICES -ETS FANI MOHAMED -TKC SERVICES | TKC SERVICES | 600 000 |
| 25 | | 251 2501 01 6214 | Achats de fournitures et consommables pour le matériel informatique | 3 676 469 | Achats de fournitures et consommables pour le matériel informatique | -CANALOE SERVICES -ETS FANI MOHAMED -TKC SERVICES | TKC SERVICES | 242 000 |
| 26 | | 253 2506 01 6212 | Achats de carburants pour les véhicules de service | 1 102 941 | Achats de carburants pour les véhicules de service | -TOTAL -PETROCI -PETRO IVOIRE | TOTAL | 551 470 |
| 27 | Direction des Renseignements Généraux (DRG) | 253 2506 01 6211 | Achats de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | 1 470 588 | Achats de fournitures de bureau | -TOTAL -PETROCI -PETRO IVOIRE | TOTAL | 551 470 |
| 28 | | 253 2506 01 6214 | Achats de fournitures et consommables pour le matériels informatique | 1 102 941 | Achats de fournitures et consommables pour le matériels informatique | -CANALOE SERVICES -ETS FANI MOHAMED -TKC SERVICES | -ETS FANI MOHAMED | 300 000 |
| 29 | | 253 2703 01 6211 | Achats de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | 1 202 941 | Achats de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | | ETS BETHEL | 648 000 |
| 30 | Force d'Intervention Rapide de la Police Nationale (FIR) | 253 2703 01 6218 | Achat de produits pharmaceutiques, médicaux et vétérinaires | 735 294 | Achat de produits pharmaceutiques, médicaux et vétérinaires | -ETS BETHEL -IVOIRE TECHNOLOGIES SERVICES -MULTI SERVICE GROUP | Non fourni | Non fourni |
| 31 | | 253 2703 01 6215 | Achat de petits matériels et fournitures techniques | 735 294 | Achat de petits matériels et fournitures techniques | | Non fourni | Non fourni |

| N° | Structure | Imputation budgétaire | Nature de la dépense | Dotation | Objet de la consultation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC |
|----|---|-----------------------|---|------------|--|--|--------------|----------------------------------|
| 32 | Direction Centrale de la | 253 2507 01 6211 | Achats de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | 1 102 941 | Achats de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | | ENCIB-IVOIRE | 308 251 |
| 33 | Police Judiciaire (DPJ) | 253 2507 01 6214 | Achats de fournitures et consommables pour le matériel informatique | 1 102 941 | Achats de fournitures et consommables pour le matériel informatique | -IBR SERVICES -ENCIB-IVOIRE -AMB | ENCIB-IVOIRE | 594 472 |
| 34 | Direction de la Surveillance du Territoire (DST) 253 250 01 6211 | | Achats de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | 1 838 234 | Achats de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | | ETS BETHEL | 1 838 000 |
| 35 | | 251 2202 01 6214 | Achats de fournitures et consommables pour le matériel informatique | 1 717 646 | Achats de consommables informatiques | -IBR SERVICES -ENCIB-IVOIRE -AMB | ENCIB-IVOIRE | 3 672 213 |
| 36 | Direction du Personnel de la Police Nationale | 251 2202 01 6211 | Achats de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | 2 941 175 | Achats de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | | ENCIB-IVOIRE | 1 111 889 |
| 37 | (DPPN) | 251 2202 01 6215 | Achat de petits matériels et fournitures techniques | 14 411 758 | Achat de petits matériels et fournitures techniques | | ENCIB-IVOIRE | 108 890 |
| 38 | | 251 2202 01 6212 | Achats de carburant pour les véhicules de services | 1 104 411 | Achats de carburant pour les véhicules de services | -LIBYA OIL -CORLAY -TOTAL | Non fourni | Non fourni |
| 39 | Force d'Intervention | 253 2703 01 6218 | Achat de produits pharmaceutiques, médicaux et vétérinaires | 735 294 | Achat de produits pharmaceutiques, médicaux et vétérinaires | -ETS BETHEL -IVOIRE TECHNOLOGIES SERVICES -MULTI SERVICE GROUP | Non fourni | Non fourni |
| 40 | Rapide de la Police (FIR) | 253 2703 01 6215 | Achat de petits matériels et fournitures techniques | 735 294 | Achat de petits matériels et fournitures techniques | | Non fourni | Non fourni |

| N° | Structure | Imputation budgétaire | Nature de la dépense | Dotation | Objet de la consultation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC |
|----|--|-----------------------|---|-----------|---|--|---------------------------------|-------------------------------|
| 41 | | 253 2701 01 6218 | Achat de produits pharmaceutiques, médicaux et vétérinaires | 919 485 | Achat de produits pharmaceutiques | -YAYA COULIBALY -ETS Y.K.S SARL GYAK-SERVICES | YAYA COULIBALY | 411 952 |
| 42 | Compagnie Républicaine de Sécurité 2 Marcory (CRS 2) | 253 2701 01 6221 | Entretien des locaux (matériels et fournitures d'entretien) | 1 349 264 | Achat de matériels et fournitures d'entretien | -YAYA COULIBALY -ETS Y.K.S SARL -GYAK-SERVICES | YAYA COULIBALY | 349 265 |
| 43 | | 253 2701 01 6211 | Achats de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | 1 104 411 | Achats de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | -YAYA COULIBALY -ETS Y.K.S SARL -GYAK-SERVICES | YAYA COULIBALY | 204 411 |
| 44 | | 253 2707 01 6211 | Achats de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | 882 353 | Achats de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | -YAYA COULIBALY -ETS Y.K.S SARL -GYAK-SERVICES | YAYA COULIBALY | 121 248 |
| 45 | Unité de Régulation de la Circulation (URC) | 253 2707 01 6218 | Achat de produits pharmaceutiques, médicaux et vétérinaires | 982 353 | Achat de produits pharmaceutiques, médicaux et vétérinaires | -YAYA COULIBALY -ETS Y.K.S SARL -GYAK-SERVICES | YAYA COULIBALY | 529 484 |
| 46 | | 253 2707 01 6215 | Achat de petits matériels et fournitures techniques | 589 412 | Achat de petits matériels et fournitures techniques | -YAYA COULIBALY -ETS Y.K.S SARL -GYAK-SERVICES | YAYA COULIBALY | 317 691 |
| 47 | Direction des Unités | 253 2508 01 6211 | Achats de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | 1 102 941 | Achats de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | -YAYA COULIBALY -ETS Y.K.S SARL -GYAK-SERVICES | YAYA COULIBALY | 94 485 |
| 48 | d'Intervention (DUI) | 253 2508 01 6218 | Achat de produits pharmaceutiques, médicaux et vétérinaires | 367 647 | Achat de produits pharmaceutiques, médicaux et vétérinaires | -YAYA COULIBALY -ETS Y.K.S SARL -GYAK-SERVICES | YAYA COULIBALY | 198 162 |
| 49 | Service de la Voie | 253 2712 01 6218 | Achat de produits pharmaceutiques, médicaux et vétérinaires | 1 102 941 | Achat de produits pharmaceutiques, médicaux et vétérinaires | DIVERS | DEVNAL-G EQUIP.ET PREST.D | 594 485 |
| 50 | Publique (SVP) | 253 2712 01 6214 | Achats de fournitures et consommables pour le matériel informatique | 1 102 941 | Achats de fournitures et consommables pour le matériel informatique | -DEVNAL-G EQUIP.ET PREST.D -ETS LYENS -PRESTIGE BATIMENT ET DIVERS | DEVNAL-G EQUIP.ET PREST.D | 148 623 |

| N° | Structure | Imputation budgétaire | Nature de la dépense | Dotation | Objet de la consultation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC |
|----|---|-----------------------|---|------------|--|--|---------------------------|-------------------------------|
| 51 | | 253 2205 01 6212 | Achats de carburants pour les véhicules de services | 1 470 588 | Achats de carburants pour les véhicules de services | -TOTAL CI -PETRO IVOIRE -PETROCI | TOTAL CI | 92 647 |
| 52 | Direction des Examens et Concours (DEC) | 253 2205 01 6211 | Achats de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | 1 470 588 | Achats de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | | SAM SERVICES BEAITIFUL | 36 910 |
| 53 | Inspection Générale de l'Administration du Territoire (IGAT) | 314 1301 01 6214 | Achat de fournitures et consommables informatiques | 1 297 577 | Achat de fournitures et consommables informatiques | -IBR SERVICES -ENCIB-IVOIRE -AMB | ENCIB-IVOIRE | 839 216 |
| 54 | | 314 1301 01 6221 | Entretien des locaux (matériels et fournitures d'entretien) d'entretien des locaux | 1 557 093 | Achat de fournitures et matériel d'entretien des locaux | -IBR SERVICES -ENCIB-IVOIRE -AMB | ENCIB-IVOIRE | 394 811 |
| 55 | Force de Recherche et d'Assaut de la Police | 253 2716 01 6215 | Achats de petits matériels et fournitures techniques | 713 668 | Achats de fournitures techniques | -GYAK SERVICES -YAYA COULIBALY -ETS Y.K.S | YAYA COULIBALY | 2 498 000 |
| 56 | (FRAP) | 253 2716 01 6231 | Rémunération de prestations extérieures | 10 000 000 | Rémunération de prestations extérieures | -GYAK SERVICES -YAYA COULIBALY -ETS Y.K.S | YAYA COULIBALY | 372 295 |
| 57 | Direction de la Formation et de l'Ecole Nationale de Police (DFENP) | 258 2501 01 6212 | Achats de carburant pour les véhicules de service | 1 470 588 | Achats de carburant pour les véhicules de service | -TOTAL CI -VIVO ENERGY -LIBYA OIL CI | TOTAL CI | 792 647 |
| 58 | Brigade - Anti-émeutes | 253 2709 01 6218 | Achat de produits pharmaceutiques, médicaux et vétérinaires | 963 051 | Achat de produits pharmaceutiques, médicaux et vétérinaires | -YAYA COULIBALY -ETS Y.K.S SARL -GYAK-SERVICES | YAYA COULIBALY | 349 620 |
| 59 | (B.A.E) | 253 2709 01 6221 | Entretien des locaux (matériels et fournitures d'entretien) | 1 102 941 | Entretien des locaux (matériels et fournitures d'entretien) | -YAYA COULIBALY -ETS Y.K.S SARL -GYAK-SERVICES | YAYA COULIBALY | 589 510 |

| N° | Structure | Imputation budgétaire | Nature de la dépense | Dotation | Objet de la consultation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC |
|----|--|-----------------------|--|-----------|--|--|--------------------------------------|----------------------------------|
| 60 | Direction des Examens | 253 2205 01 6214 | Achat de fournitures et consommables pour le matériel informatique | 1 102 941 | Achat de fournitures et consommables pour le matériel informatique | - EERTA CI - SOIPI CI - PRESTIGE BATIMENT ET DIVERS | EERTA CI 9206980 M | 594 484 |
| 61 | et Concours | 253 2205 01 6211 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | 1 470 588 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau | - EERTA CI - SOIPI CI - PRESTIGE BATIMENT ET DIVERS | EERTA CI 9206980 M | 573 384 |
| 62 | | 253 2707 01 6211 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | 882 353 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau | - YAYA COULIBALY - ETS YKS SARL - GYAK-SERVICES | YAYA COULIBALY 9316588 D | 354 340 |
| 63 | Unité de Régulation de la Circulation | 253 2707 01 6214 | Achat de fournitures et consommables pour le matériel informatique | 1 102 941 | Achat de fournitures et consommables pour le matériel informatique | - YAYA COULIBALY - ETS YKS SARL - GYAK-SERVICES | YAYA COULIBALY 9316588 D | 594 485 |
| 64 | | 253 2707 01 6152 | Frais d'habillement du personnel | 1 964 705 | Frais d'habillement du personnel | - YAYA COULIBALY - ETS YKS SARL - GYAK-SERVICES | YAYA COULIBALY 9316588 D | 1 058 953 |
| 65 | Service de la voie | 253 2712 01 6211 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | 1 102 941 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau | - YAYA COULIBALY - ETS YKS SARL - GYAK-SERVICES | YAYA COULIBALY 9316588 D | 794 485 |
| 66 | publique | 253 2712 01 6214 | Achat de fournitures et consommables pour le matériel informatique | 1 102 941 | Achat de fournitures et consommables pour le matériel informatique | - YAYA COULIBALY - ETS YKS SARL - GYAK-SERVICES | YAYA COULIBALY 9316588 D | 262 958 |
| 67 | | 253 1601 01 6211 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | 873 471 | Achat de fournitures et matériels informatique | - ASSI BOSSON JULIENNE - UNIVERSAL TECHNOLOGIES - ENTREPRISE ASSO | ASSI BOSSON JULIENNE 0800236 R | 470 000 |
| 68 | Service Armes et Munitions | 253 1601 01 6215 | Achat de petits matériels, et fournitures techniques | 805 489 | Achat de fournitures et consommables informatiques | - ASSI BOSSON JULIENNE - UNIVERSAL TECHNOLOGIES - ENTREPRISE ASSO | ASSI BOSSON JULIENNE 0800236 R | 264 000 |
| 69 | | 253 1601 01 6214 | Achat de fournitures et consommables pour le matériel informatique | 250 162 | Achat de fournitures et consommables informatiques | - ASSI BOSSON JULIENNE - UNIVERSAL TECHNOLOGIES - ENTREPRISE ASSO | ASSI BOSSON JULIENNE 0800236 R | 134 000 |

| N° | Structure | Imputation budgétaire | Nature de la dépense | Dotation | Objet de la consultation | Liste des entreprises consultées | Attributaire | Montant attribué en F CFA TTC |
|----|--|-----------------------|--|-----------|---|--|-------------------------------------|----------------------------------|
| 70 | | 253 2101 01 6211 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | 2 941 175 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau | - YASS IMPEX - CIM - CG-CI | CIM 1700146 P | 2 941 226 |
| 71 | Direction Générale de la Police Nationale | 253 2101 01 6214 | Achat de fournitures et consommables pour le matériel informatique | 2 941 175 | Achat de fournitures et consommables pour matériel informatique | - YASS IMPEX - CIM - CG-CI | CIM 1700146 P | 2 941 150 |
| 72 | | 253 2101 01 6215 | Achat de petits matériels, et fournitures techniques | 1 470 588 | Achat de petits matériels et fournitures techniques | - YASS IMPEX - CIM - CG-CI | CIM 1700146 P | 1 470398 |
| 73 | | 253 2508 01 6214 | Achat de fournitures et consommables pour le matériel informatique | 1 102 941 | Achat de fournitures et consommables pour matériel informatique | - YAYA COULIBALY - ETS YKS SARL - GYAK-SERVICES | YAYA COULIBALY 9316588 D | 594 485 |
| 74 | Direction des Unités d'Intervention (DUI) | 253 2508 01 6151 | Frais d'alimentation du personnel | 1 102 941 | Frais d'alimentation du personnel | - YAYA COULIBALY - ETS YKS SARL - GYAK-SERVICES | YAYA COULIBALY 9316588 D | 594 136 |
| 75 | | 253 2508 01 6211 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | 1 102 941 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | | YAYA COULIBALY 9316588 D | 500 000 |
| 76 | Direction du Laboratoire Central de la Police | 253 2512 01 6211 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | 1 102 941 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | | EMMASON PRODUCTION0 171123U | 594 485 |
| 77 | (DLCP) | 253 2512 01 6214 | Achat de fournitures et consommables pour le matériel informatique | 1 102 941 | Achat de fournitures et consommables pour matériel informatique | - CHINAZA TRADING - CHIBIS ENTREPRISE - EMMASON PRODUCTION | EMMASON PRODUCTION0 171123U | 541 970 |
| 78 | | 253 2510 01 6152 | Frais d'habillement du personnel | 4 503 275 | Achat d'habillement du personnel | - SOGROU GNAMA PIERRE - GUEDE BAKOULEHI CELINE - AGBO MICHELINE | SOGROU GNAMA PIERRE 9400548 W | 1 890 045 |
| 79 | Direction des Services de Santé de la Police Nationale | 253 2510 01 6211 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau et documentation | 1 102 941 | Achat de petits matériels, fournitures de bureau | - SOGROU GNAMA PIERRE - GUEDE BAKOULEHI CELINE - AGBO MICHELINE | SOGROU GNAMA PIERRE 9400548 W | 300 000 |
| 80 | | 253 2510 01 6214 | Achat de fournitures et consommables pour le matériel informatique | 1 470 588 | Achat de fournitures et consommables pour le matériel informatique | - SOGROU GNAMA PIERRE - GUEDE BAKOULEHI CELINE - AGBO MICHELINE | SOGROU GNAMA PIERRE 9400548 W | 326 093 |

EPN

A. Constats spécifiques aux différentes procédures

1-Les dotations inférieures au seuil de référence

a)-Procédure simplifiée de demande de cotation (PSC)

| | | | PROCEI | OURE SIMPI | LIFIEE DE | DEMANDE DE COTATIO | ON (PSC) |
|---|---------------------|------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|---|---|
| Structures | Nombre de lignes | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | érations Delai OBSERVATIONS | | |
| Suuctures | vérifiées | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | des opérations | Points forts | Points faibles |
| Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) | 18 | 10 | Aucune information disponible | Aucune information disponible | Aucune information disponible | -les marchés sont exclusivement attribués aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) en procédures simplifiées | problème d'archivage des documents : Aucun document des 10 opérations qui auraient dues être passées en PSC. n'a été transmis à l'équipe de contrôle de la DMP. |
| Centre Hospitalier et Universitaire (CHU) de Cocody | 36 | 38 | 95 | 00 | 07 jours | -Les formulaires de sélection sont pour la plupart bien renseignés et trois (3) fournisseurs, entrepreneurs ou prestataires sont consultésles formulaires de cotation et de sélection sont conformes aux modèles proposés par la DMP; Planification des opérations au PGSPM et au PSPM (mais le PSPM n'est pas publié) | -pour les opérations entre 10 et 30 millions F CFA, les formulaires de sélection sont signés par le DG du CHU seul. Le rapporteur ne les signe pas ; -plusieurs formulaires de demande de cotation n'ont pas été fournis ; -pour la fourniture de carburant, la concurrence se fait avec deux pétroliers ou un seule sans autorisation préalable de la DMP; -les résultats des travaux du comité de sélection ne sont pas affichés dans les locaux et la notification est faite à l'attributaire seul, par voie téléphoniquele délai de recours éventuels n'est pas respectéles mêmes prestataires, fournisseurs et entrepreneurs sont régulièrement consultés et les marchés sont attribués aux mêmes prestataires, fournisseurs et entrepreneurs. |

| | | | PROCEI | OURE SIMPI | LIFIEE DE | DEMANDE DE COTATIO | ON (PSC) |
|------------|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------------------|--------------------------------|---|---|
| Structures | Nombre de lignes | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de passation | | OBSERVATIONS |
| | vérifiées | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | passation des opérations | Points forts | Points faibles |
| AGEDI | 36 | 38 | 95 | 0 | 7 jours | Les formulaires de sélection sont pour la plupart bien renseignés et trois (03) fournisseurs, entrepreneurs ou prestataires sont consultés | présence des soumissionnaires. Les résultats des travaux du comité de sélection ne sont pas |

b)-Procédure Simplifiée à compétition Limitée (PSL)

| | | • | PROC | EDURE SIM | PLIFIEE A | COMPETITION LIMITEE (P. | SL) | | |
|---------------|-----------|------------------------|------------------------|------------------------------------|--------------------------------|--|---|--|--|
| Structures | Nombre de | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de passation | | | | |
| Structures | lignes | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | des opérations | Points forts | Points faibles | | |
| CNTS | 01 | 01 | 03 | 03 | Impossible à indiquer | - conformité de la procédure | aucune opération planifiée au PSPM problème d'archivage des documents Trois marchés ont été passés en PSL. Il s'agit de lettres de commande valant marché. Les différentes opérations concernées par ces marchés n'ont fait l'objet d'aucune planification | | |
| CHU de Cocody | 08 | 21 opérations | 14 | 0 | 81 | -Les modèles de supports de consultation élaborés par la DMP sont utilisés - Respect des délais de passation des marchés | Pas de liste de retrait du support de consultation et de liste de dépôt des plis pour 09 opérations Pas de planification dans le PSPM | | |

c)-Procédure Simplifiée à compétition Ouverte (PSO)

| 5) 110000 | PROCEDURE SIMPLIFIEE A COMPETITION OUVERTE (PSO) | | | | | | | | | | |
|--|--|--------------------------------------|------------|----------------------------------|--------------------------|---|---|--|--|--|--|
| Nombre Nombre Nombre d'opérations moye | | Délai moyen de passation | | OBSERVATIONS | | | | | | | |
| | vérifiées | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | des opérations | Points forts | Points faibles | | | | |
| CNTS | 01 | 01 | 03 | 01 | Impossible à indiquer | - conformité de la procédure | aucune opération planifiée au PSPM problème d'archivage des documents Trois marchés ont été passés en PSL. Il s'agit de lettres de commande valant marché. Les différentes opérations concernées par ces marchés n'ont fait l'objet d'aucune planification | | | | |
| CHU DE COCODY | 02 | 21 opérations en PSL et PSO | 11 | 0 | 81 jours | le dossier de consultation sont conformes aux modèles de la DMP; les DAO sont transmis à la CPMP pour examen; la liste de dépôt des plis et les mandats de représentation ont été fournis; le procès-verbal d'ouverture des plis et le rapport d'analyse des offres sont fournis; les résultats sont notifiés aux soumissionnaires et transmis à la CPMP pour information | Le PSPM élaboré le fait de distinction entre les PSL et les PSO. On a donc un ensemble de 21 lignes planifiées pour les PSL et les PSO Les résultats des travaux du comité de sélection ne sont pas affichés dans les locaux Les délais de passation des opérations sont assez importants. | | | | |
| AGEDI | 1 | 1 au PGSPM | 1 | 0 | Impossible à indiquer | Aucun aspect de conformité | aucune estimation de l'opération n'a été produite; il n'existe pas de PSPM; le dossier de consultation n'a pas été fourni de sorte qu'il n'est pas possible d'apprécier sa conformité; aucune preuve de l'examen et de la validation du dossier de consultation par la cellule n'a été produite; la liste de dépôt des plis et les mandats de représentation n'ont pas été fournis; le procès-verbal d'ouverture des plis et le rapport d'analyse des offres ne sont pas fournis; aucune preuve de la notification des résultats aux soumissionnaires et de leur transmission à la CPMP pour information. | | | | |

3- <u>Les dotations supérieures au seuil de référence et inférieures au seuil de contrôle a priori</u>

| | PROCEDURE CLASSIQUE | | | | | | | | | |
|------------------|---------------------------|----------------------------|--------------------------------------|---|---|---|--|--|--|--|
| Structures | Nombre ligne vérifiées | Nombre | Nombre d'opérations contrôlées | Nombre d'opérations conforme (passation et approbation) | Délai moyen de passation des opérations | OBSERVATIONS | | | | |
| Suuciures | | d'opérations planifiées | | | | Points forts | Points faibles | | | |
| CHU DE COCODY | 05 | 02 | 08 | 00 | 46 jours | le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) est conforme au DTAO en vigueur ; la preuve de l'examen et de la validation du DAO par la DMP a été produite ; les estimations des opérations sont disponibles ; les listes de retrait du DAO et de dépôt des plis ont été fournies ; les soumissionnaires sont informés sur les résultats les actes de garantie sont restitués aux soumissionnaires non retenus. les marchés ont été attribués aux PME | aucune preuve de la publicité de l'avis d'appel d'offres dans le BOMP n'a été apportée. L'équipe ne peut donc se prononcer sur le respect du délai de préparation des offres ; les mandats de représentation de certains membres de la COJO ne sont pas disponibles les dates de signature des marchés par les attributaires ne sont pas indiquées ; | | | |
| AGEDI | | | | Aud | cune opérati | on entre 100 et 300 millions | | | | |

| | PROCEDURE CLASSIQUE | | | | | | | | | | |
|------------|---|------------|------------------------|------------------------------------|--------------------------------|--|--|--|--|--|--|
| Structures | Nombre de Nombre lignes d'opérations | | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de passation | | OBSERVATIONS | | | | |
| Ciraciares | vérifiées | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | des opérations | Points forts | Points faibles | | | | |
| CNTS | 03 | 04 | 04 | 00 | Impossible à indiquer | les Dossiers d'Appels d'Offres (DAO) sont conformes aux DTAO en vigueur | Trois opérations concernent la reconduction de marchés de prestations courantes et la passation d'une nouvelle opération. Concernant la nouvelle opération, les insuffisances suivantes ont été relevées: - le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) conforme au DTAO n'a pas été fourni; - la preuve de l'examen et de la validation du DAO par la DMP n'a pas été produite; - le DAO n'étant pas fourni, il est impossible de vérifier le respect du taux du cautionnement provisoire et de la composition de la COJO; - aucune preuve de la publicité de l'avis d'appel d'offres dans le BOMP n'a été apportée. L'équipe ne peut donc se prononcer sur le respect du délai de préparation des offres; - les listes de retrait du DAO et de dépôt des plis n'ont pas été fournies; - les mandats de représentation des membres de la COJO ne sont pas disponibles; - pas de preuve de la publicité des résultats des travaux de la COJO, de la transmission des résultats à la DMP pour publication, de l'information des soumissionnaires sur les résultats, de la notification de l'approbation du contrat au titulaire, de la notification de l'ordre de service de démarrage; - les offres des soumissionnaires n'ont pas été transmises à l'équipe de contrôle; - pas de preuve de la restitution des actes de garantie aux soumissionnaires non retenus. - les marchés ont été attribués aux PME; - le mauvais archivage des documents ne permet de vérifier la mise en œuvre des mesures d'assouplissement en faveur des PME; - les marchés sont approuvés par les autorités compétentes | | | | |

SODE

A. Constats spécifiques aux différentes procédures

| PROCEDURE SIMPLIFIEE DE DEMANDE DE COTATION (PSC) | | | | | | | | | | |
|--|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------------------|---|--|--|--|--|--|
| Structures | Nombre de | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de passation des | | OBSERVATIONS | | | |
| | lignes vérifiées | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | opérations | Points forts | Points faibles | | | |
| Institut National de la Statistique (INS) | 05 | 0 | 01 | 00 | 15 jours | - les formulaires de demande de cotation ne sont pas conformes au modèle élaboré par la DMP ; | les formulaires de sélection ne sont pas conformes au modèle élaboré par la DMP; le niveau de conformité des procédures de passation des marchés publics aux principes généraux est de 0%: la seule opération passée en PSC comporte des irrégularités; le niveau de conformité des dossiers d'approbation des marchés est de 100%; la part de marchés attribués aux PME est 100%; le délai de recours éventuel est impossible à apprécier en raison de l'absence de preuve de l'affichage des résultats; la notification des résultats est faite seulement à l'attributaire; la non-inscription des opérations au PSPM; toutes les autres opérations exécutées hors procédures; l'existence et la qualité de l'archivage des documents sont satisfaisantes. | | | |
| Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD) | 17 | 00 | 06 | 00 | Impossible d'apprécier le délai moyen de passation des opérations car la durée totale de conduite des opérations n'a pu être déterminée en raison de l'absence de date sur formulaire de demande cotation | - les formulaires de demande de cotation sont conformes au modèle élaboré par la DMP ; | les formulaires de sélection sont conformes au modèle élaboré par la DMP; le niveau de conformité des procédures de passation des marchés publics aux principes généraux est de 0%: la totalité des 6 opérations passées en PSC comporte des irrégularités; le niveau de conformité des dossiers d'approbation des marchés est de 5/6, soit 83,33%; la part de marchés attribués aux PME est 100%; le délai de recours éventuel est impossible à apprécier en raison de l'absence de preuve de l'affichage des résultats; la notification des résultats est faite seulement à l'attributaire; la non-inscription des opérations au PSPM; plusieurs autres opérations exécutées hors procédures; l'archivage des documents est difficile, car absence d'un service dédié à l'archivage. | | | |

| | PROCEDURE SIMPLIFIEE DE DEMANDE DE COTATION (PSC) | | | | | | | | | |
|--|---|--|------------|------------------------|---|--|---|--|--|--|
| Structures | Nombre de | Nombre d'opérations | Nombre | Nombre d'opérations | Délai moyen de | OBSERVATIONS | | | | |
| Structures | lignes vérifiées | lignes planifiées contrôlées (passation et passation de p | opérations | Points forts | Points faibles | | | | | |
| Office National de l'Eau Potabl (ONEP) | e 06 | 00 | 02 | 00 | Impossible d'apprécier le délai moyen de passation des opérations car la durée totale de conduite des opérations n'a pu être déterminée en raison de l'absence de date sur formulaire de demande cotation | - les formulaires de sélection sont conformes au modèle élaboré par la DMP sur un taux de 50%; la part de marchés attribués aux PME est 100%; | les formulaires de demande de cotation ne sont pas conformes au modèle élaboré par la DMP; le niveau de conformité des procédures de passation des marchés publics aux principes généraux est de 0%: la totalité des 2 opérations passées en PSC comporte des irrégularités; le niveau de conformité des dossiers d'approbation des marchés est de 0%; le délai de recours éventuel est impossible à apprécier en raison de l'absence de preuve de l'affichage des résultats; la notification des résultats est faite seulement à l'attributaire; la non-inscription des opérations au PSPM; plusieurs autres opérations exécutées hors procédures; l'archivage des documents est difficile, car absence d'un service dédié à l'archivage. | | | |

Procédure Simplifiée à compétition Limitée (PSL)

| | PROCEDURE SIMPLIFIEE A COMPETITION LIMITEE (PSL) | | | | | | | | | |
|--|--|------------------------|------------------------|------------------------------------|---|--------------|--|--|--|--|
| Structures | Nombre de | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme | Délai moyen de passation | OBSERVATIONS | | | | |
| Structures | lignes | planifiées | contrôlées | (passation et approbation) | des opérations | Points forts | Points faibles | | | |
| Institut National de la Statistique (INS) | 01 | 0 | 00 | | N/A | | aucune procédure appliquée pour l'exécution de cette ligne, par contre, 5 engagements successifs par bon de caisse; l'existence et la qualité de l'archivage des documents sont satisfaisantes. | | | |
| Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD) | 05 | 0 | 02 | | Impossible d'apprécier le délai moyen de passation des opérations car la durée totale de conduite des opérations n'a pu être déterminée en raison de l'absence de date sur formulaire de demande cotation | Néant | l'utilisation de la PSC en lieu et place d'une PSL pour une opération dont le montant de la dotation est 30 000 000 F; plusieurs autres opérations exécutées hors procédures; l'archivage des documents est difficile, car absence d'un service dédié à l'archivage. | | | |
| Office National de l'Eau Potable (ONEP) | 05 | 0 | 00 | | N/A | | l'utilisation de la PSC en lieu et place d'une PSL pour une opération dont le montant de la dotation est 30 000 000 F; plusieurs autres opérations exécutées hors procédures; l'archivage des documents est difficile, car absence d'un service dédié à l'archivage. | | | |

c)-Procédure Simplifiée à compétition Ouverte (PSO)

| c) Troccuur | PROCEDURE SIMPLIFIEE A COMPETITION OUVERTE (PSO) | | | | | | | | | |
|--|--|------------------------|------------------------|---|--------------------------------|---|--|--|--|--|
| Structures | Nombre de lignes | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations | Nombre d'opérations conforme (passation et approbation) | Délai moyen de passation | OBSERVATIONS | | | | |
| Structures | vérifiées | planifiées | contrôlées | | des opérations | Points forts | Points faibles | | | |
| Institut National de la Statistique (INS) | aucune opération | | | | | | | | | |
| Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD) | 02 | 00 | 00 | 00 | Non applicable | - | l'utilisation de la PSL en lieu et place d'une PSO pour une opération dont le montant de la dotation du sous compte est de 64 000 000 F CFA; l'utilisation de la PSC en lieu et place d'une PSO pour une opération dont le montant de la dotation du sous compte devant supporter la dépense est 64 000 000 F CFA | | | |
| Office National de l'Eau Potable (ONEP) | 02 | 00 | 00 | 00 | Non applicable | l'utilisation de la procédure classique en lieu et place d'une PSO pour une opération dont le montant de la dotation est 60 000 000 F CFA | | | | |

ANNEXE III : PLANNING DE REALISATION DE LA MISSION DE CONTROLE

| N° d'ordre | Statut | Structure | Date prévue pour la mission | Date effective de réalisation de la mission |
|---------------|------------|---|-----------------------------|---|
| 1 | | Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (MENETFP) | 08 au 09 février 2018 | 22, 23 et 26 février 2018 |
| 2 | | Ministère des Transports (MT) | 12 au 13 février 2018 | 12 au 13 février 2018 |
| 3 | MINISTERES | Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (MIS) | 14 au 15 février 2018 | 27 au 28 février 2018 |
| 4 | | Ministère des Infrastructures Economiques (MIE) | 19 au 20 février 2018 | 19 au 21 février 2018 |
| 5 | | Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) | 08 au 09 février 2018 | 08, 09 et 23 février 2018 |
| 6 | | Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) | 12 février 2018 | 12 février 2018 |
| 7 | EPN | Centre Hospitalier et Universitaire (CHU) de Cocody | 13 février 2018 | 13 et 22 février 2018 |
| 8 | | Agence de Gestion et de Développement des Infrastructures Industrielles (AGEDI) | 14 février 2018 | 14 février 2018 |
| 9 | | Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD) | 08 février 2018 | 08 février 2018 |
| 10 | SODE | Office National de l'Eau Potable (ONEP) | 09 février 2018 | 09 février 2018 |
| 11 | | Institut National de la Statistique (INS) | 13 février 2018 | 13 février 2018 |